

RAPPORT

ISS | INSTITUT D'ÉTUDES
DE SÉCURITÉ

ENTREPRENEURS DE L'INSÉCURITÉ

L'enlèvement contre rançon dans les
zones frontalières entre le Tchad,
la RCA et le Cameroun

Titilope F Ajayi



REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rendu possible grâce aux contributions et au soutien de nombreuses personnes et institutions. L'auteure exprime sa profonde gratitude aux interlocuteurs au Tchad, qui ont généreusement partagé leur temps, leurs expériences et leurs analyses.

L'auteure adresse ses sincères remerciements aux autorités nationales, aux représentants du secteur de la sécurité et aux acteurs régionaux qui ont contribué à cette recherche en apportant un éclairage précieux et des retours constructifs. Leur volonté de réfléchir à des dynamiques sensibles a renforcé la profondeur analytique de cette étude.

L'auteure tient à remercier les partenaires de terrain et intermédiaires dont l'engagement et l'expertise ont facilité la collecte de données dans des conditions difficiles, ainsi que les collègues de l'Observatoire d'Afrique centrale sur la criminalité organisée et la violence pour leur orientation et leur collaboration, notamment le professeur Saïbou Issa et le Dr Remadji Hoinathy, dont les contributions ont enrichi la méthodologie et l'analyse.

Enfin, l'auteure tient à remercier les partenaires financiers, dont l'investissement dans la recherche fondée sur des données probantes a permis de poursuivre les travaux visant à mieux comprendre et traiter les facteurs d'insécurité au Tchad.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Dr Titilope F. Ajayi est chercheuse principale à l'Observatoire d'Afrique centrale sur la criminalité organisée et la violence. Elle possède plus de vingt années d'expérience dans l'analyse des dynamiques de conflit, de la violence politique, de la gouvernance sécuritaire et des enjeux de genre en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Ses travaux récents se sont concentrés sur le Tchad et le Soudan du Sud, en examinant comment les économies criminelles organisées transnationales, les réponses étatiques et communautaires, ainsi que les dynamiques politiques régionales, façonnent l'insécurité. Elle a dirigé des recherches de terrain et des analyses stratégiques multi-pays pour des gouvernements, des organisations régionales et des partenaires internationaux, produisant des données probantes qui orientent les stratégies de prévention des conflits, de protection et de gouvernance sécuritaire dans des environnements complexes et en mutation.

© 2026 Institute for Security Studies.

Tous droits réservés.

Les droits d'auteur sur la publication dans son ensemble appartiennent à l'auteure et à l'Institute for Security Studies, et toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'autorisation écrite et expresse de l'auteure et de l'éditeur. Les opinions et analyses exprimées dans cette publication sont celles de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ISS, de ses administrateurs, des membres de son conseil consultatif ou de ses donateurs. L'auteure contribue aux publications de l'ISS à titre personnel.

Couverture : © Eva Krafczyk via Getty Images

À propos de l'ISS

L'Institute for Security Studies (ISS) établit des partenariats afin de développer les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif disposant de bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS fournit des recherches stratégiques fiables et opportunes, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique aux gouvernements et à la société civile.

www.issafrica.org

Contents

Sigles et abréviations.....	ii
Résumé exécutif	1
Méthodologie	2
Principales recommandations.....	3
Introduction	4
Aperçu historique des enlèvements contre rançon au Tchad.....	7
Insécurité	9
Fragilité de l'État	9
Facteurs économiques et culturels.....	10
Dynamiques régionales et transfrontalières	11
Cartographie des dynamiques des enlèvements contre rançon au Tchad	12
Typologie des acteurs et de leurs rôles.....	12
Profil des victimes et motivations des enlèvements.....	19
Tactiques et modalités opératoires	22
Dynamiques de genre.....	23
Au-delà des rançons : autres formes d'enlèvement dans l'économie criminelle du Tchad	23
Évaluation des conséquences et des implications	26
Sécurité nationale et stabilité régionale	26
Vies, moyens de subsistance et cohésion sociale perturbés.....	26
Montée de la criminalité.....	27
Traumatismes intergénérationnels.....	27
Insécurité et développement entravé	28
La lutte contre les enlèvements contre rançon : Vue d'ensemble des réponses	29
Le rôle et les réponses de l'État	29
Réponses sécuritaires régionales	31
Réponses des communautés et de la société civile	33
Lacunes juridiques et stratégiques	33
Lacunes informationnelles.....	35
Conclusions et recommandations.....	36
Notes.....	39

Sigles et abréviations

FMM	Force multinationale mixte
ISS	Institut d'études de sécurité (Institute for Security Studies)
ISWAP	Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Islamic State–West Africa Province)
JAS	Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad
MNJTF	Force multinationale mixte (Multinational Joint Task Force)
RCA	République centrafricaine
XAF	Franc CFA d'Afrique centrale





Résumé exécutif

L'enlèvement contre rançon constitue une menace croissante au Tchad et dans les pays voisins d'Afrique centrale. Bien que concentrés dans les régions frontalières du sud, à proximité du Cameroun et de la République centrafricaine (RCA), les foyers d'enlèvements contre rançon sont présents dans l'ensemble du pays, avec des variations subtiles selon les régions (voir Figure 1). Ce qui a commencé comme une tactique de banditisme rural sporadique dans les années 1990 a évolué vers une économie criminelle structurée et transnationale, de plus en plus liée aux cycles de conflits armés, à l'insécurité transfrontalière et à la fragilité institutionnelle. S'appuyant sur des indications antérieures de l'Institute for Security Studies (ISS) selon lesquelles l'ampleur croissante des enlèvements contre rançon au Tchad pourrait déclencher une crise sécuritaire régionale, ce rapport thématique vise à fournir une analyse fondée sur des données probantes des dynamiques de ce phénomène au Tchad et dans ses zones frontalières, tout en proposant des recommandations concrètes en matière de prévention et de réponse.

Les tendances récentes, telles qu'elles ressortent des données de l'ACLED (*Armed Conflict Location & Event Data Project*) et de l'examen par l'ISS des rapports des médias locaux, indiquent une forte augmentation des cas d'enlèvements contre rançon : plus de 1 500 enlèvements ont été documentés dans le Mayo-Kebbi Ouest et le Logone Oriental au cours des deux dernières décennies, avec une nette hausse depuis 2019/2020 et une hausse concomitante des montants de rançon versés¹. Parmi les incidents les plus récents figure l'enlèvement de six enfants camerounais à Larmanaye, près de la frontière entre le Tchad et le Cameroun, en juillet 2025, suivie de leur libération par les forces de sécurité tchadiennes².

Le profil des auteurs a évolué, passant de bandits locaux faiblement organisés dans les années 1990 à des formations plus structurées et multinationales, mêlant acteurs criminels, insurgés et opportunistes — y compris certains membres des communautés locales et des agents de sécurité corrompus — dont les complicités locales et transnationales entretiennent cette économie. Les victimes vont des éleveurs, commerçants et agriculteurs aux travailleurs humanitaires, fonctionnaires, représentants de l'État, personnes fortunées et leurs proches.

Les conséquences sont multiples et généralisées : outre le paiement de rançons (qui atteignent souvent plusieurs millions de francs CFA d'Afrique centrale [XAF] par incident), les communautés subissent la perte de moyens de subsistance, les déplacements forcés, les violences sexuelles, la mort, l'érosion

de la cohésion sociale ainsi qu'une perte de confiance envers les institutions locales et nationales de sécurité. Les principaux facteurs explicatifs comprennent la marginalisation économique, la porosité des frontières et la faiblesse de la gouvernance au Tchad et dans les pays voisins, aggravées par l'instabilité politique et la présence limitée de l'État dans les zones rurales³.

Les réponses étatiques demeurent fragmentées et largement réactives. Bien que les forces de sécurité mènent ponctuellement des opérations de sauvetage, le Tchad ne dispose pas d'une stratégie globale de prévention et de lutte contre les enlèvements contre rançon. Les familles des victimes sont souvent contraintes de négocier directement et de payer les rançons, alimentant ainsi davantage l'économie criminelle. Les organisations de la société civile, bien que bien placées pour soutenir les victimes et sensibiliser les populations, souffrent d'une fragmentation structurelle et restent largement exclues des espaces formels d'élaboration des politiques de sécurité. Les institutions financières et de télécommunications, dont la coopération est essentielle pour suivre et perturber les réseaux d'enlèvements contre rançon, opèrent dans un vide juridique, sans obligation légale de soutenir les enquêtes.

Dans la mesure où les enlèvements contre rançon au Tchad présentent d'importantes dimensions transnationales, les réponses régionales — y compris les initiatives économiques régionales et les accords bilatéraux de sécurité entre le Tchad, le Cameroun et la RCA — sont restées incohérentes et n'ont pas permis de traiter efficacement ce phénomène dans les zones touchées.

Méthodologie

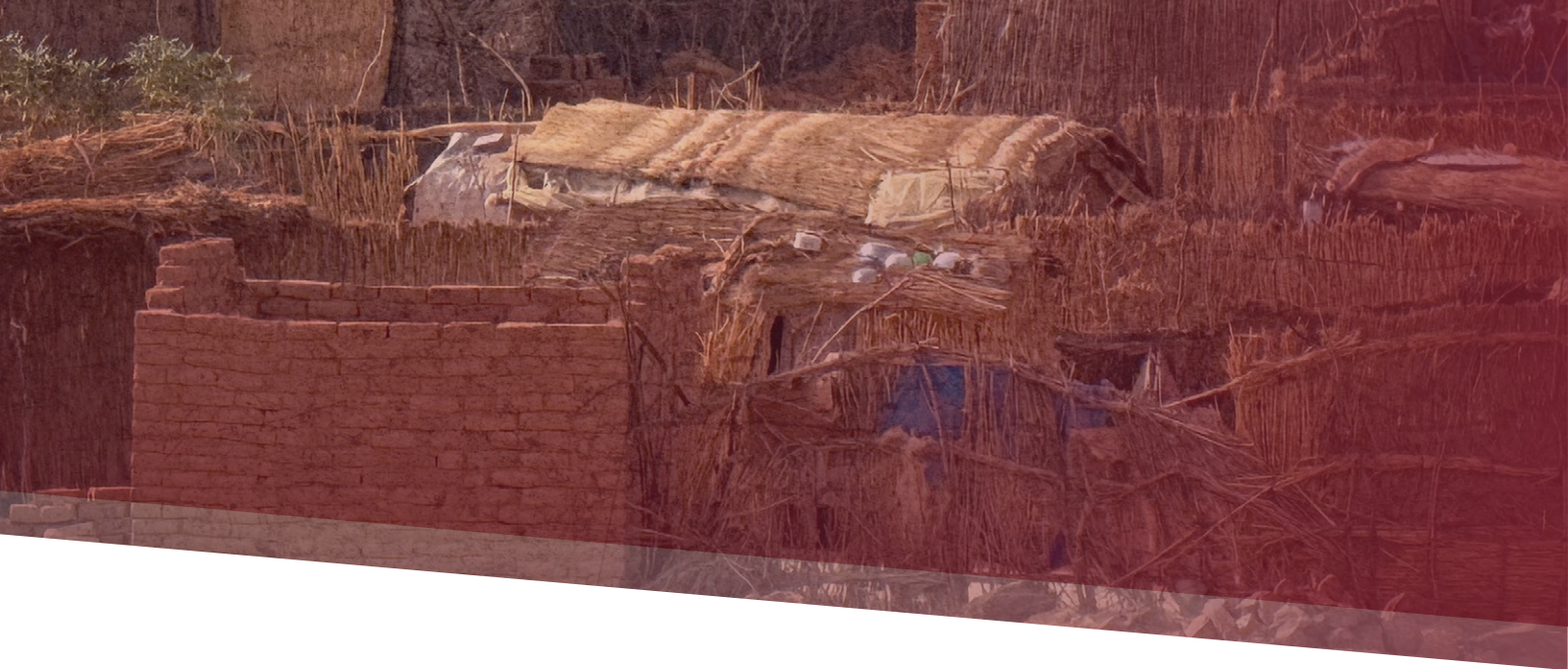
Ce rapport examine les facteurs, les dynamiques et les implications des enlèvements contre rançon au Tchad, en accordant une attention particulière à leurs dimensions transfrontalières dans la zone trifrontalière avec le Cameroun et la RCA, ainsi qu'à leurs liens avec des défis plus larges de gouvernance et les économies criminelles organisées transnationales. S'appuyant principalement sur les recherches de terrain de l'ISS, les perspectives recueillies au niveau communautaire et une analyse politique émergente, ce rapport propose une évaluation nuancée des tendances et implications actuelles, identifie les lacunes en matière de politiques et de pratiques, et formule des recommandations concrètes à l'intention des acteurs nationaux et régionaux. Il examine également les rôles de la société civile, des médias et des partenaires internationaux, en soulignant la nécessité d'une stratégie coordonnée mobilisant l'ensemble de la société, combinant prévention, protection et redevabilité afin de perturber l'économie des enlèvements contre rançon et de rétablir la stabilité ainsi que la confiance envers les institutions étatiques.

Les travaux de terrain ont été menés entre juin et août 2025 à N'Djaména, ainsi que dans les zones trifrontalières entre le Tchad, la RCA et le Cameroun (notamment autour des localités camerounaises de Bertoua, Meiganga, Garoua-Boulai, Yokadouma) et entre le Tchad, la Libye et le Soudan (nord du Tchad). Les entretiens et groupes de discussion ont réuni des autorités politiques, judiciaires et sécuritaires ; des acteurs de la société civile ; des journalistes locaux ; des dirigeants communautaires et traditionnels ; des opérateurs économiques ou commerçants transfrontaliers ; des exploitants miniers ; ainsi que des experts de la criminalité locale et transfrontalière.

Principales recommandations

Afin de prévenir une crise sécuritaire régionale, les approches répressives de lutte contre les enlèvements contre rançon doivent être accompagnées des mesures politiques suivantes :

- Élaborer et adopter une stratégie nationale de lutte contre les enlèvements contre rançon, définissant une approche coordonnée et multisectorielle associant les acteurs de la sécurité, de la justice et de la société civile.
- Mettre en place des mécanismes juridiques et institutionnels obligeant les fournisseurs de services de télécommunications et les prestataires financiers à coopérer dans les enquêtes liées aux enlèvements contre rançon.
- Renforcer les systèmes communautaires d'alerte précoce, et élargir les services de soutien psychosocial et juridique destinés aux victimes et aux familles touchées.
- Mettre en place un mécanisme spécialisé de renseignement chargé de collecter, suivre et analyser les données relatives aux incidents, acteurs et tendances des enlèvements contre rançon, afin de garantir des réponses rapides fondées sur des données probantes et une meilleure coordination entre les acteurs politiques, sécuritaires, judiciaires, de la société civile et locaux.
- Renforcer le rôle et la coordination des organisations de la société civile, en garantissant leur participation inclusive au dialogue politique, aux efforts de prévention et aux mécanismes de soutien aux victimes.
- Améliorer la coopération régionale et transfrontalière, en particulier avec le Cameroun, la RCA et le Nigeria, afin de suivre les réseaux, partager les renseignements et harmoniser les cadres de réponse.



Introduction

L'enlèvement contre rançon n'est plus une forme isolée de criminalité rurale au Tchad ; il est devenu une économie criminelle structurée et transfrontalière qui sape progressivement la sécurité des communautés, l'autorité de l'État et la stabilité régionale. Il est concentré dans les zones frontalières méridionales du pays avec le Cameroun et la République centrafricaine (RCA), communément appelées le « triangle de la mort » (voir Figure 1)⁴.

Les enlèvements contre rançon sont passés d'un banditisme opportuniste dans les années 1990 à une entreprise criminelle lucrative et durable. Les opérations actuelles impliquent un mélange d'acteurs locaux, de groupes criminels organisés, de groupes terroristes et, dans certains cas, d'éléments complices au sein des forces de sécurité et des structures communautaires. Cette menace enracinée exige une attention politique urgente et coordonnée.

Il est difficile d'obtenir des statistiques fiables en raison de la sous-déclaration, du silence des communautés et de la fragmentation des systèmes de suivi. Cependant, un corpus croissant de données émanant d'organisations humanitaires, d'acteurs de la société civile et d'autorités locales indique que dans certaines parties du Mayo-Kebbi Ouest, du Logone Oriental et du Logone Occidental, des centaines d'enlèvements se produisent chaque année, représentant des milliers de cas cumulés au cours des deux dernières décennies⁵. Les rançons varient considérablement — allant de paiements modestes en bétail à d'importantes sommes d'argent — reflétant la nature hautement adaptable des stratégies de ciblage des auteurs. L'ampleur financière de cette économie demeure opaque, mais elle représenterait plusieurs millions de francs CFA d'Afrique centrale par an, avec une valeur totale estimée à 52,4 millions de XAF dans le sud du Tchad pour la seule année 2023⁶. Ces fonds financent à la fois des opportunistes de subsistance, des insurgences et rébellions armées, ainsi que des intermédiaires criminels bien connectés.

Les principaux facteurs des enlèvements contre rançon dans le sud du Tchad comprennent la précarité économique, la faiblesse de la gouvernance et la complicité de certaines communautés locales. Le sous-développement chronique, le chômage élevé des jeunes et l'accès limité aux opportunités économiques formelles créent un environnement dans lequel les revenus illicites deviennent des stratégies de survie viables pour des systèmes complexes d'auteurs, d'intermédiaires et d'informateurs. Les déficits de

gouvernance aggrave le problème : la faiblesse de l'État de droit, les courtes périodes de détention des suspects et la porosité des frontières facilitent la répétition des infractions. Sur le plan social, le problème est entretenu par l'instrumentalisation des jeunes, des femmes et d'acteurs communautaires — qu'ils soient consentants ou contraints — qui fournissent des renseignements, un soutien logistique et des voies de passage sûres aux auteurs. Les normes locales qui découragent le signalement ou favorisent la négociation plutôt que les poursuites renforcent davantage ces dynamiques.

Le contexte de gouvernance au Tchad et dans les pays voisins se caractérise par la fragilité de l'autorité étatique, une présence inégale des forces de sécurité et des capacités d'application de la loi fortement localisées. Dans le sud du Tchad, les enlèvements contre rançon sont rarement considérés comme une priorité majeure de sécurité nationale, notamment en comparaison avec l'accent mis par le gouvernement sur la lutte contre les insurrections dans le bassin du lac Tchad et les régions septentrionales. Dans le triangle de la mort, des lacunes de gouvernance similaires créent des espaces permissifs pour les opérations transfrontalières, les auteurs exploitant l'absence de coopération sécuritaire synchronisée.

Les réponses régionales demeurent fragmentées. Bien que des cadres tels que la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Commission du bassin du lac Tchad offrent des plateformes potentielles de coopération, aucun ne traite actuellement de manière ciblée les enlèvements contre rançon dans le sud du pays. Dans la pratique, la coordination transfrontalière est ponctuelle et réactive, souvent mobilisée uniquement à la suite d'incidents majeurs. L'absence de systèmes intégrés de partage du renseignement, de cadres juridiques harmonisés et d'opérations conjointes durables a créé un vide que les groupes criminels exploitent, leur permettant de s'adapter plus rapidement que les États ne peuvent réagir.

Malgré ses effets dévastateurs sur les individus, les communautés, les systèmes de production tels que l'économie pastorale, et la cohésion nationale, les enlèvements contre rançon demeurent un phénomène mal compris et traité de manière incohérente dans les cadres de sécurité nationaux et régionaux.

Vue aérienne d'un village dans le sud du Tchad. Les cas d'enlèvement contre rançon sont concentrés dans la région frontalière avec le Cameroun et la République centrafricaine. © Philippe Huguen/AFP via Getty Images



Ce rapport commence par replacer les enlèvements contre rançon dans leur contexte historique et géographique, en retraçant leur évolution d'incidents sporadiques vers une économie illicite durable. Il examine ensuite les mécanismes opérationnels des réseaux d'enlèvement, notamment leurs modes de recrutement, leurs pratiques de négociation des rançons et leur mobilité transfrontalière. Une section

suivante analyse l'environnement favorable — les facteurs économiques, de gouvernance et sociaux qui entretiennent cette économie — avant de passer à un examen des mesures de réponse actuelles aux niveaux national et régional. Le rapport se conclut par des recommandations concrètes visant à renforcer la dissuasion, à perturber les réseaux et à traiter les vulnérabilités socio-économiques qui sous-tendent cette économie.

En mettant l'accent à la fois sur l'économie criminelle et sur l'architecture de gouvernance qui lui permet de perdurer, ce rapport vise à orienter le débat politique vers une réponse proactive à la crise. Les enlèvements contre rançon dans le sud du Tchad ne constituent pas simplement un défi sécuritaire, mais un phénomène socio-politique et économique complexe dont la résolution exige une coordination soutenue entre les secteurs de la justice, de la sécurité, du développement et de l'engagement communautaire. Sans une telle approche multidimensionnelle, les risques sont clairs : un approfondissement de l'insécurité locale, l'expansion de l'influence criminelle dans la gouvernance rurale, et la normalisation progressive de la rançon comme transaction économique acceptable.



Aperçu historique des enlèvements contre rançon au Tchad

Les enlèvements contre rançon au Tchad, qui constituent l'une des nombreuses formes d'enlèvement, s'inscrivent dans un long continuum de prédation et d'insécurité dans le pays et ses zones frontalières. Ce phénomène trouve ses racines dans les embuscades routières et le banditisme qui se sont propagés dans le bassin du lac Tchad ainsi que dans la zone tricontinentale avec le Cameroun et la RCA dans les années 1980 et 1990. Les recherches de Saïbou Issa⁷ montrent comment les coupeurs de route (hommes armés tendant des embuscades aux voyageurs, principalement des commerçants, sur les routes rurales lorsqu'ils se rendent aux marchés de bétail ou en reviennent avec d'importantes sommes d'argent)⁸ ont émergé durant des périodes d'effondrement de l'État et de rébellions transfrontalières. Ces groupes s'appuyaient initialement sur des vols rapides et des razzias de bétail. Cependant, dispersés par les premières réponses sécuritaires de l'État, ils ont progressivement découvert que la détention de victimes contre rançon offrait des revenus plus élevés et plus prévisibles⁹.

Au début des années 2000, la prise d'otages était devenue une entreprise criminelle à part entière. Les groupes ont adopté une organisation semi-militaire, mettant en place des gardes rotatifs et recourant à des éclaireurs pour identifier des cibles à forte valeur telles que les éleveurs, commerçants ou responsables locaux¹⁰. Cette pratique n'était plus opportuniste ni épisodique, mais délibérée, constituant une nouvelle « modalité de banditisme » adaptée aux économies géopolitiques fragiles dans lesquelles elle a émergé ainsi qu'à la faiblesse de l'application des mesures de sécurité¹¹. À ce stade, les enlèvements demeuraient localisés aux préfectures frontalières, mais présentaient déjà les caractéristiques transnationales qui définissent aujourd'hui le paysage des enlèvements contre rançon au Tchad.

Pendant près d'une décennie et demie, du milieu des années 2000 jusqu'aux années 2010, les réseaux d'enlèvement se sont structurés et multipliés, s'intégrant dans des économies illicites plus larges. Les négociations, le transport et le paiement des rançons étaient gérés par des courtiers et des intermédiaires locaux reliant les groupes criminels aux familles des victimes. Ces réseaux se sont imbriqués avec

d'autres flux illicites — trafic d'armes, contrebande de carburant et vol de bétail — créant des économies de violence imbriquées. Avec le temps, les rançons sont devenues une forme de taxation informelle de la mobilité dans certaines parties du sud et de l'ouest du Tchad.

Au cours de cette période, le profil social des ravisseurs a également évolué. Beaucoup étaient d'anciens combattants démobilisés ou de jeunes sans emploi opérant dans des zones où l'emprise de l'État était limitée et les opportunités économiques rares. Leur connaissance locale, leurs liens de parenté et leur familiarité avec le terrain leur permettaient d'opérer sans être détectés, tandis que la complicité communautaire, souvent motivée par la peur ou la nécessité, a davantage normalisé les négociations de rançon comme faisant partie de la vie quotidienne ou des déplacements. La plupart des études s'étant principalement concentrées sur les hommes, ce n'est que récemment que les rôles diversifiés des femmes et les dynamiques de genre au sein des économies des enlèvements contre rançon ont commencé à susciter davantage d'attention¹².

À la fin des années 2010, les enlèvements contre rançon étaient devenus une entreprise criminelle bien établie, adaptable et organisée. Le sud-ouest, en particulier le Mayo-Kebbi Ouest et le Mayo-Kebbi Est, est devenu le nouveau centre du phénomène, avec au moins 1 500 enlèvements recensés par des groupes locaux au cours des 20 dernières années¹³. Ces chiffres sont probablement sous-estimés, les communautés s'étant habituées à négocier leur sécurité par des paiements informels de rançon en raison de l'absence de sécurité étatique. Ces enlèvements ciblent généralement des agriculteurs, des fonctionnaires et des éleveurs, et sont souvent perpétrés avec l'aide d'informateurs implantés dans les marchés ruraux. Les activités liées aux enlèvements contre rançon diffèrent dans les autres régions. Par exemple, dans le nord et l'est du Tchad, des groupes armés utilisent les enlèvements pour financer leurs opérations ou étendre leur influence dans les zones périphériques.

Considérés dans une perspective historique, les enlèvements contre rançon au Tchad ne constituent pas un phénomène isolé ou soudain, mais l'aboutissement logique de décennies de lacunes de gouvernance, de marginalisation économique et d'enchevêtrements régionaux. Ce qui a commencé comme un banditisme routier opportuniste a évolué vers une économie de la rançon professionnalisée, socialement ancrée et dotée de logistiques transfrontalières. Les entretiens menés par l'ISS ont révélé que les enlèvements ciblés se sont intensifiés au cours des dix dernières années¹⁴, devenant l'activité criminelle la plus lucrative et la plus répandue dans la zone tricontinentale Cameroun-Tchad-RCA, où une hausse des enlèvements de civils a été documentée¹⁵. Ce phénomène est rendu possible par une sélection calculée des victimes, un mode opératoire relativement peu coûteux, ainsi que par la remarquable capacité des groupes armés et des coupeurs de route à s'adapter aux réalités du terrain.

Un interlocuteur a déclaré que les enlèvements contre rançon constituaient une « nouvelle frontière du terrorisme » au Tchad¹⁶, signifiant une convergence des tactiques où violences économiques et politiques partagent de plus en plus les mêmes méthodes, acteurs et effets, même si leurs motivations profondes diffèrent.

Les femmes jouent divers rôles centraux et périphériques, notamment parfois en tant que courtières ou intermédiaires, soulignant ainsi la manière dont l'économie de la rançon pénètre la vie domestique et communautaire¹⁷. Les mêmes facteurs structurels identifiés par Issa il y a vingt ans — fragilité de l'État, porosité des frontières et monétisation de l'insécurité — continuent de définir le paysage actuel. La persistance et l'expansion des enlèvements contre rançon montrent à quel point la violence dans les zones frontalières du Tchad est devenue auto-entretenue, se nourrissant de l'insécurité même qu'elle contribue à créer.

Insécurité

Le paysage des enlèvements contre rançon au Tchad est profondément enraciné dans la longue histoire du pays marquée par les guerres, les rébellions et l'instabilité politique persistante. Depuis son indépendance en 1960, le Tchad a connu des guerres civiles répétées, des coups d'État et des rébellions régionales qui ont fragmenté l'autorité et fait de la violence un outil courant de négociation et de survie. Des guerres civiles des années 1960 et 1970 à l'ère du régime autoritaire d'Hissène Habré, puis aux affrontements continus d'Idriss Déby avec des insurrections armées, la guerre a militarisé des générations de jeunes hommes, dont beaucoup continuent d'alterner entre rébellion, banditisme et milices communautaires¹⁸.

La militarisation de la société durant cette période a engendré des schémas durables de violence intercommunautaire et intracommunautaire. Les différends locaux entre groupes ethniques, clans et lignages ont fréquemment été instrumentalisés par les élites nationales et les chefs rebelles, inscrivant les antagonismes communautaires dans des luttes plus larges pour le pouvoir étatique. En conséquence, les tensions entre communautés pastorales et agricoles, ou entre différents groupes ethno-régionaux, ont souvent dépassé le cadre de conflits locaux pour se transformer en affrontements armés, alimentés par la circulation de combattants et d'armes issus de conflits plus larges¹⁹. Nombre de ces conflits sont en outre aggravés par les effets négatifs du changement climatique et l'évolution des modes d'utilisation des terres²⁰.

Les cycles répétés de rébellion, de mobilisation de milices et de démobilisation incomplète ont créé un vivier d'anciens combattants qui passent aisément de la violence politique au banditisme. Par exemple, dans le sud du Tchad, d'anciens rebelles et combattants de milices issus du conflit en RCA, mal réintégrés lors des processus de démobilisation, se sont reconstitués en groupes de bandits armés, assurant leur subsistance par l'extorsion et la prise d'otages contre rançon²¹. Cette porosité entre pratiques de guerre et entrepreneuriat criminel met en évidence l'ancrage des enlèvements contre rançon dans les économies de conflit. Les régions septentrionales du Tchad, en particulier le Tibesti et le Borkou, constituent depuis longtemps des épicentres de rébellion, où les cycles de soulèvements armés et les économies de contrebande ont créé un terrain propice aux enlèvements contre rançon en tant qu'outil de financement et tactique de contrôle territorial²².

La disponibilité des armes constitue un facteur facilitateur essentiel. À la suite de l'effondrement du régime de Kadhafi en 2011, les flux d'armes légères et de petit calibre se sont propagés à travers le Sahel et l'Afrique centrale, renforçant les milices rurales, les coupeurs de route et les jeunes pasteurs. Dans les régions septentrionales et centrales du Tchad, ces armes ont permis le passage de razzias opportunistes de bétail à des opérations d'enlèvement plus organisées et lucratives²³. Des dynamiques similaires dans le bassin du lac Tchad illustrent également le rôle de la circulation des armes : Boko Haram et certaines factions de la Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) ont à plusieurs reprises pillé des stocks militaires, renforçant ainsi leur capacité opérationnelle à mener des enlèvements de grande ampleur, tant au Nigeria que dans les zones frontalières tchadiennes²⁴.

Fragilité de l'État

Le Tchad connaît depuis longtemps des déficits de gouvernance marqués par un pouvoir autoritaire centralisé, des successions contestées et une présence étatique limitée dans les zones rurales et frontalières, décrites comme « totalement hors-la-loi et échappant au contrôle de tout État »²⁵. La mort

du président Idriss Déby en 2021, suivie de la transition dirigée par l'armée sous l'autorité de son fils, Mahamat Idriss Déby Itno, a accentué l'incertitude. Si les autorités actuelles ont promis des réformes et un retour à un pouvoir civil, l'insécurité persistante et la répression croissante ont renforcé le scepticisme de la population²⁶. Dans de nombreuses zones reculées, l'absence ou le sous-financement des postes de sécurité offre peu de dissuasion face aux acteurs criminels organisés ou insurgés, contraignant les communautés à dépendre de réseaux de protection informels, dont certains sont récupérés par des groupes armés poursuivant à la fois des objectifs politiques et criminels²⁷. L'absence d'autorité étatique dans nombre de ces zones, conjuguée aux « inefficacités des forces nationales de sécurité », a produit des « économies frontalières de survie et de contrôle », où acteurs locaux, commerçants, rebelles et bandits coexistent au sein d'un système brouillant les frontières entre criminalité et politique²⁸.

Facteurs économiques et culturels

Les mutations économiques ont également façonné le paysage opérationnel des enlèvements contre rançon au Tchad. La découverte d'or dans les régions septentrionales et orientales au cours de la dernière décennie a alimenté des booms miniers artisanaux, attirant des migrants internes et transfrontaliers vers des zones faiblement réglementées²⁹. Ces sites sont devenus des pôles d'attraction pour des groupes criminels et insurgés qui exploitent l'absence de contrôle étatique pour taxer les mineurs, contrôler les flux commerciaux et, dans certains cas, pratiquer les enlèvements afin d'assurer leurs revenus et leur influence. Parallèlement, le sous-développement des économies formelles dans les zones rurales et frontalières — en particulier pour les jeunes — a favorisé une dépendance à l'égard d'activités informelles et illicites, allant de la contrebande aux « services de protection » armés, susceptibles de s'articuler avec les réseaux d'enlèvements contre rançon³⁰. La dépendance du Tchad à l'égard des exportations pétrolières, conjuguée à la volatilité des prix mondiaux et à une diversification économique limitée, aggrave encore davantage l'insécurité des moyens de subsistance³¹. Dans ce contexte fragile, les paiements de rançon — qu'ils soient effectués en espèces, en or ou en bétail — fonctionnent à la fois comme une stratégie de survie pour les communautés et comme une activité lucrative pour les acteurs armés³². Bien qu'il réponde à une logique de survie immédiate, le paiement des rançons alimente un cercle vicieux dans lequel la rentabilité des enlèvements contre rançon contribue à leur perpétuation³³.

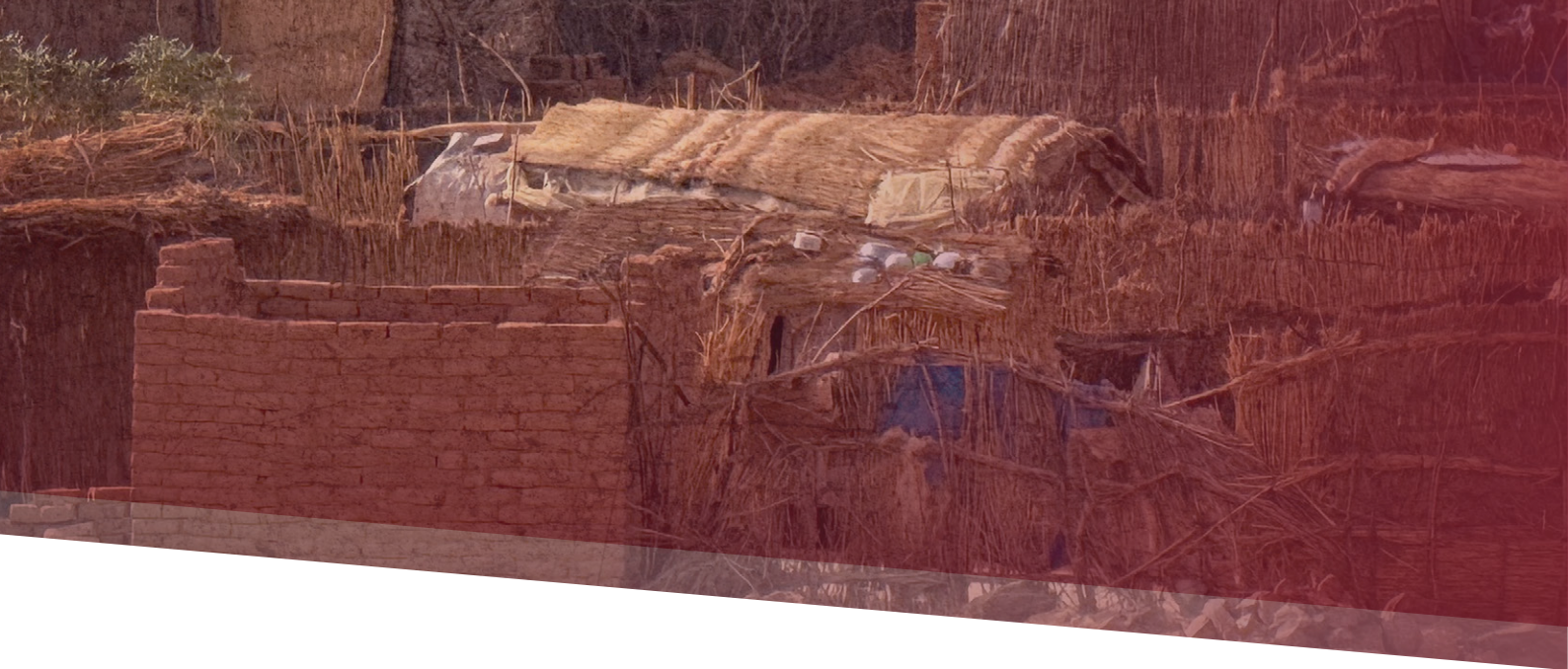
L'enracinement profond de la transhumance saisonnière dans l'économie et la société rurales du Tchad est également devenu un facteur de risque structurel pour les enlèvements contre rançon dans les zones frontalières centrales, orientales et sud-occidentales du pays. Les routes de transhumance traversent souvent des zones faiblement gouvernées, où les forces de sécurité sont absentes et les infrastructures de communication limitées, créant des opportunités pour les groupes armés et les bandits d'intercepter les éleveurs, de saisir le bétail et d'enlever des individus contre rançon. Dans plusieurs cas documentés par The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) et le projet Enhancing Africa's ability to Counter Transnational Crime (Renforcer la réponse de l'Afrique face à la criminalité organisée transnationale, ENACT)³⁴, les conflits pastoraux et les vols de bétail ont dégénéré en enlèvements organisés visant des familles transhumantes et des commerçants de bétail, les paiements de rançon étant de plus en plus monétisés par l'intermédiaire de réseaux criminels transfrontaliers. L'ancrage de la transhumance dans les moyens de subsistance locaux signifie que ces risques sont cycliques et prévisibles, reflétant la mobilité saisonnière tant des éleveurs que des acteurs criminels qui les exploitent³⁵.

Dynamiques régionales et transfrontalières

À l'échelle régionale, les frontières poreuses du Tchad avec ses voisins placent ce pays enclavé dans un corridor d'instabilité, au carrefour des systèmes de conflits régionaux, des routes commerciales illicites et des mouvements de groupes armés. Cette précarité rend le Tchad particulièrement vulnérable à la propagation des enlèvements contre rançon et d'autres formes de criminalité organisée transnationale. Les conflits armés dans ces pays, conjugués à la propagation de groupes extrémistes violents tels que Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad (JAS)³⁶ et l'ISWAP, ont facilité le trafic transfrontalier d'armes, la circulation de combattants et l'imbrication des tactiques criminelles et insurgées. Ces conflits ont également déstabilisé les communautés, déplacé des populations et armé des milices, tout en perturbant les échanges commerciaux dans les zones frontalières. Dans ces contextes, les enlèvements contre rançon sont utilisés non seulement pour générer des revenus, mais aussi comme stratégie coercitive visant à intimider les communautés, sanctionner la non-conformité et affirmer un contrôle territorial³⁷.

Ensemble, ces dynamiques ont favorisé un environnement dans lequel les enlèvements contre rançon sont devenus à la fois une entreprise criminelle prospère et une économie de survie, en particulier dans les régions reculées et sous-gouvernées.

La topographie de la région frontalière entre le Tchad, le Cameroun et la RCA favorise également la criminalité transnationale³⁸. Le paysage combine forêts, savanes ouvertes, vallées fluviales et réseaux de pistes rurales entrecroisées formant un maillage fluide de routes informelles, difficiles à surveiller, permettant ainsi aux personnes et aux marchandises de contourner les postes de contrôle officiels et d'échapper à la détection. Sur une carte, la frontière apparaît comme une ligne droite, mais dans la réalité, le terrain comprend d'innombrables itinéraires alternatifs³⁹. Les acteurs criminels exploitent cette flexibilité, s'appuyant sur des générations de connaissance locale et sur leur capacité à s'adapter rapidement à une présence sécuritaire limitée.



Cartographie des dynamiques des enlèvements contre rançon au Tchad

Les données disponibles, provenant en grande partie de journalistes, indiquent qu'environ 1 500 personnes ont été enlevées dans la seule zone frontalière entre le Tchad, la RCA et le Cameroun au cours des vingt dernières années. Mais ce chiffre demeure peu fiable en raison de la rareté de statistiques crédibles ; le signalement est inégal et la documentation insuffisante et dispersée. Les données relatives aux autres régions sont difficiles d'accès et de vérification, en raison du signalement sporadique par les familles des victimes et du caractère dispersé du suivi. Certains enlèvements se produisent à l'intérieur du pays, mais la majorité survient dans les zones frontalières, le sud du Tchad (Mayo-Kebbi, Logone, Moyen-Chari, Mandoul, près des frontières avec le Cameroun et la RCA) constituant le principal foyer visible des enlèvements contre rançon. La Figure 2 ci-dessous présente un aperçu des enlèvements par région, tandis que la Figure 3 dresse le profil de cas sélectionnés entre 2019 et août 2025.

Typologie des acteurs et de leurs rôles

Les enlèvements contre rançon sont perpétrés et facilités par une configuration complexe d'acteurs financièrement motivés, impliqués directement ou indirectement dans différents aspects de ces opérations. On distingue trois principales strates : les propriétaires et dirigeants de groupes ou réseaux criminels (souvent qualifiés de parrains ou sponsors) ; les auteurs⁴⁰ (professionnels comme opportunistes) ; et divers complices ou facilitateurs (guetteurs, assaillants chargés de capturer les victimes, gardiens responsables de leur détention, et parfois négociateurs distincts afin de compartimenter l'information). Les recherches de l'ISS indiquent que cette typologie reflète une professionnalisation croissante des groupes⁴¹. Les experts locaux ont corroboré cette analyse, indiquant que les auteurs d'enlèvements contre rançon opèrent comme des groupes distincts collaborant parfois entre eux, plutôt qu'au sein d'un réseau criminel cohérent. Comme l'a expliqué un informateur clé : « Il existe de nombreux groupes, chacun ayant ses propres membres, et personne ne sait réellement combien de groupes sont impliqués dans les enlèvements contre rançon⁴². »

Cibles

- Écoliers
- Pasteurs
- Femmes et jeunes filles
- Travailleurs humanitaires
- Dirigeants communautaires
- Commerçants / chauffeurs

Auteurs

- Boko Haram / ISWAP / JAS
- Réseaux transfrontaliers de bandits
- Milices locales
Groupes armés de la RCA (3R, Anti-Balaka)

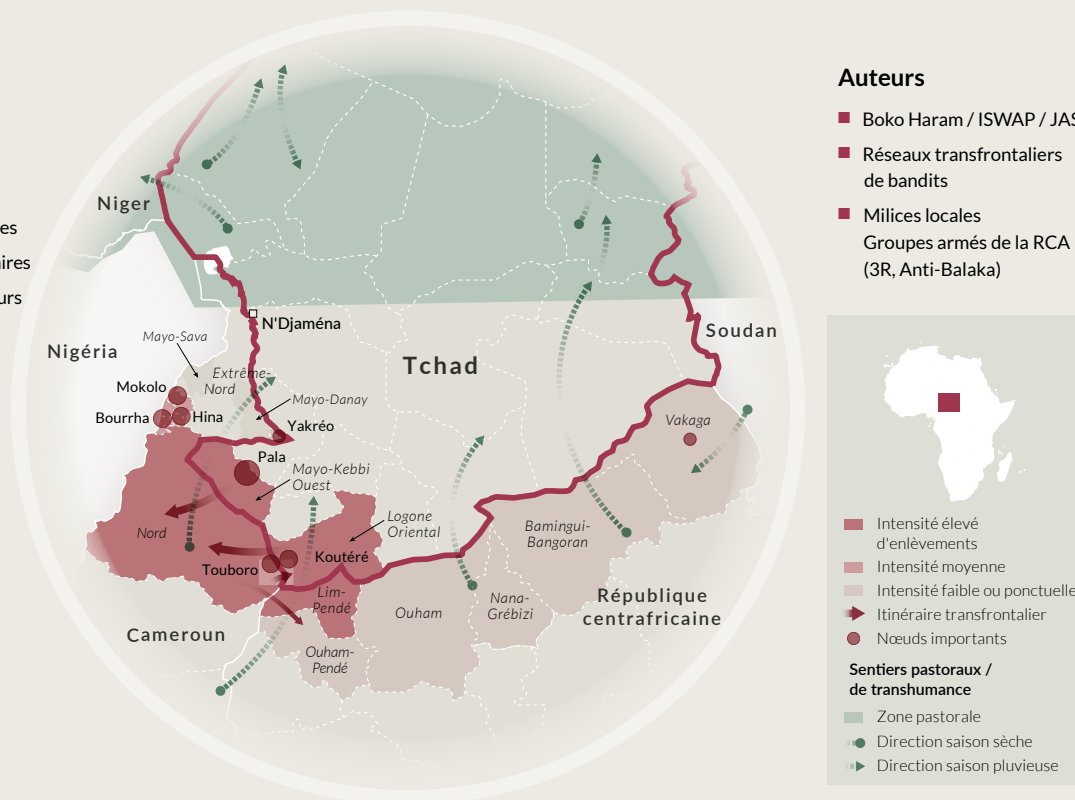


FIGURE 1 Points chauds des conflits et des enlèvements au Tchad et dans ses zones frontalières.

Période approximative	Région/zone	Pays concernés	Acteurs clés	Profils des victimes
2005–2025	Mayo-Kebbi Ouest et Logone Oriental (triangle de la mort)	Tchad, Cameroun, RCA	■ Bandits transfrontaliers ■ Anciens rebelles ■ Réseaux criminels basés en RCA	■ Pasteurs/éleveurs enlevés durant la transhumance ■ Femmes et adolescentes enlevées contre rançon, violences fondées sur le genre, mariage forcé ■ Commerçants et chauffeurs sur les routes transfrontalières ■ Dirigeants communautaires détenus afin de faire pression sur les villages ■ Réfugiés/rapatriés enlevés durant leur transit
2013–2025	Région de l'Extrême-Nord (Bourrha, Hina, Mokolo, Mogodé, Touboro–Koutéré)	Cameroun, Tchad	■ Boko Haram ■ ISWAP ■ Bandits locaux ■ Retombées armées en provenance de la RCA	■ Passagers de bus/usagers de motos-taxis enlevés à de faux points de contrôle ■ Écoliers/enseignants lors d'attaques contre des écoles rurales ■ Femmes commerçantes/commerçants enlevés sur les routes ■ Jeunes hommes soupçonnés de collaboration ■ Travailleurs humanitaires/personnel de santé dans les zones d'insécurité

Période approximative	Région/zone	Pays concernés	Acteurs clés	Profils des victimes
2015–2025	Zones frontalières occidentales de la RCA (Vakaga, Ouham-Pendé)	RCA, Tchad, Cameroun	- Rebelles 3R - Anti-Balaka - Groupes armés peuls	- Éleveurs tchadiens traversant vers la RCA - Civils locaux pris dans des violences de représailles - Convois humanitaires/églises pris pour cibles - Communautés nomades
2010–2025	Zone de Gobo/Yakréo (Mayo-Sava)	Cameroun	Milices locales impliquées dans des conflits ethniques (par ex. Massa contre Mousgoum)	- Dirigeants communautaires enlevés comme moyen de pression - Femmes et jeunes filles enlevées dans le cadre de conflits communautaires - Agriculteurs/propriétaires de bétail lors d'attaques de représailles - Personnes déplacées internes vulnérables en raison du manque de protection
2000–2025	Nord du Tchad (Tibesti, Borkou, Ennedi)	Tchad, Libye	- Bandits locaux - Anciennes factions rebelles - Réseaux de contrebande	- Commerçants et éleveurs le long des routes isolées - Migrants/réfugiés - Dirigeants communautaires locaux comme moyen de pression - Groupes nomades

FIGURE 2 Vue d'ensemble des enlèvements transfrontaliers, des acteurs impliqués et des profils des victimes au Tchad et dans ses zones frontalières, par localisation.

SOURCE : compilation de l'auteur à partir de sources documentaires et de travaux de terrain.

Date (env.)	Localisation	Victimes ciblées	Auteurs présumés	Rançon exigée/versée (XAF)	Détails/issue	Source
22 août 2025	Goumadji, département de Nanaye	2 hommes : chef du village de Travaux et un habitant du village de Koutak	Non spécifié	Aucune rançon versée	Les ravisseurs ont été appréhendés et les otages libérés peu après l'enlèvement par les forces de sécurité tchadiennes lors d'une opération de poursuite.	https://tchadinfos.com/2025/08/23/mayo-kebbi-ouest-deux-otages-liberes-a-gagal-dans-le-departement-de-nanaye/
Avr. 2025	Dokab, Moundou	Enfant de 7 ans	L'enlèvement a été orchestré avec la complicité du cousin de la mère, un étudiant hébergé chez elle, qui a remis l'enfant aux ravisseurs en échange d'argent.	15 millions	La coopération entre les services de renseignement et la police a conduit à l'arrestation des suspects.	https://tchadinfos.com/2025/04/30/moundou-les-ravisseurs-qui-avaient-reclame-15-millions-de-fcfa-pour-la-liberation-dun-enfant-enleve-ont-ete-apprehendes/

Date (env.)	Localisation	Victimes ciblées	Auteurs présumés	Rançon exigée/versée (XAF)	Détails/issue	Source
22 avr. 2025	Mbatnaye et Faytaabout	4 otages 2 femmes (1 enceinte) et 2 hommes	Non spécifié	Non spécifié	Les criminels ont été appréhendés à Djibao, une localité camerounaise	https://tchadinfos.com/2025/04/29/mayo-kebbi-ouest-quatre-otages-liberes/
5 janv. 2025	Paou, Monts de Lam, province du Logone Oriental	Épouse et bébé de 4 mois de Tamkeré Élie, directeur de l'école officielle du village de Ngaram Tapol 2, canton de Paou, Larmanaye. Le bébé a été abandonné en chemin.	Hommes armés	50 millions exigés	Inconnu	https://shorturl.at/EVXjS
10 oct. 2024	Mayo-Kebbi Ouest	Non spécifié	Non spécifié	Non précisé ; au moment de leur enlèvement, les victimes ont été dépouillées de leurs biens, dont une somme de 1,7 million.	7 otages libérés et 3 complices présumés des ravisseurs arrêtés dans la forêt du parc national de Sena Oura par la Légion n°17	https://realitesinfo.com/2024/10/10/mayo-kebbi-ouest-7-otages-camerounais-liberes-et-3-malfrats-arretes-presentes-a-la-presse-locale/
Sept. 2024	Mayo-Kebbi, village de Gamboké, Pala-Erdé, Mayo-Dallah, et Travaux, Goumadji, Nanaye	3 personnes en l'espace de 24 heures : 1 père de famille, 2 gardiens de sécurité d'un enclos	Hommes inconnus « lourdement armés »	Non précisé ; les auteurs ont laissé un numéro de téléphone sur un morceau de papier sans préciser le montant de la rançon	Otages secourus par les forces de sécurité	https://hamama-media.com/province/mayo-kebbi-ouest-trois-personnes-enlevees-en-24-heures/
Sept. 2024	Fendé 2	Deux agents de santé tchadiens (un troisième a été tué en captivité)	Groupe armé	Non spécifié	Inconnu	https://reliefweb.int/report/chad/serious-security-incident-fixed-health-post-fende-2-chad
Fév. 2024	Dono Manga	Médecin polonais	Hommes armés à moto	Non spécifié	Secouru après 3 jours lors d'une opération conjointe franco-tchadienne ; ravisseurs tués	https://eclairageweb.wordpress.com/2024/02/10/deux-medecins-expatries-enleves-a-dono-manga-tandjile/

Date (env.)	Localisation	Victimes ciblées	Auteurs présumés	Rançon exigée/versée (XAF)	Détails/issue	Source
Janv. — fév. 2024	Bongor	Adolescent « Malik »	Hommes armés	Aucune ; l'otage a été vendu à des chameliers pour du travail forcé non rémunéré	Otages transférés vers la zone reculée d'Abkhouta, dans la province du Ouaddaï ; probablement en transit vers le nord pour être vendus à un trafiquant local, selon des témoignages locaux	https://tchadinfos.com/2024/03/14/au-tchad-le-fleau-denlevements-denfants-a-des-fins-dexploitation-persiste/
25 juin 2023	Entrée du village de Kobo, à 10 km de Goré	Chauffeur, Adam Mahamat Youssouf, alors qu'il circulait en direction de la frontière avec la RCA	3 coupeurs de route armés vêtus d'uniformes militaires américains	15 millions exigés	Les passagers ont été dépouillés de leurs biens et le chauffeur a été enlevé puis retenu dans la brousse pendant 7 jours ; blessé par balle et abandonné après avoir appelé à l'aide, il a finalement été secouru par des passants.	https://shorturl.at/oxwKI
9 juin 2023	Village de Manéné, Tagobo Foulbé, Lamé	Deux hommes	5 hommes armés inconnus	6 millions et 500 000	Otages détenus pendant 19 jours puis libérés après paiement de la rançon	https://tribuneechos.com/mayo-kebbi-ouest-deux-otages-liberes-contre-6-millions-500-mille-de-fcfa-dans-la-sous-prefecture-de-lame/
Fév. 2023	Konkia, province du Lac	Six pêcheurs enlevés lors d'une attaque organisée contre une communauté de pêcheurs	Factions présumées de Boko Haram et/ou de l'ISWAP	Non spécifié	Otages enlevés ; certains libérés	https://ndarason.com/tchad-au-lac-six-pecheurs-enleves-a-konkia/
30 janv. 2023	Villages de Lipetchokno et Tindakndi	2 hommes enlevés les 4 et 18 janvier 2023	Hommes armés non identifiés	30 millions et 20 millions de XAF, respectivement	Otages libérés grâce à l'intervention d'éleveurs nomades (1 ravisseur est mort lors de l'affrontement)	https://www.alwihdainfo.com/Tchad-des-otages-liberes-et-un-eleveur-decede-dans-une-operation-de-sauvetage_a120888.html

Date (env.)	Localisation	Victimes ciblées	Auteurs présumés	Rançon exigée/versée (XAF)	Détails/issue	Source
Déc. 2022	Mayo-Kebbi Ouest	Non spécifié	Hommes armés non identifiés	20 millions	2 otages libérés contre rançon, laissant un otage toujours en captivité : un enfant de 11 ans enlevé le 7 septembre 2022	https://x.com/alwihdainfo/status/1607416431276171266
Oct. 2022	Wadi Fira, nord-est du Tchad	Conservationniste franco-australien	Non spécifié	Non spécifié	Victime libérée deux jours plus tard dans le Tibesti à la suite d'une opération de sauvetage militaire tchado-française	https://www.alwihdainfo.com/Tchad-un-ressortissant-franco-australien-enleve-au-Wadi-Fira_a118593.html
11 juil. 2022	Pao, Ngal, Monts de Lam, Logone Oriental	Deux enfants de moins de 10 ans. Les ravisseurs ont tenté, sans succès, d'enlever leur père.	Hommes armés	Non spécifié	Non spécifié	https://www.alwihdainfo.com/Tchad-deux-enfants-enleves-dans-un-village-aux-Monts-de-Lam-cette-nuit_a115065.html
20 mai 2022	Pao (Logone Oriental)	Le proviseur du lycée de Mbaïbokoum, M. Houlda	Non spécifié	5 millions	Tué par ses ravisseurs avec 5 autres otages camerounais en territoire voisin, malgré le paiement d'une rançon ; le 7e otage, un mineur, a été laissé en vie et a donné l'alerte	https://shorturl.at/guYGK
29 sept. 2021	Mayo-Kebbi Ouest, Kouala, Gagal	5 personnes, dont une fillette de 12 ans	Hommes armés en treillis militaire, munis d'armes de combat	Non spécifié	Non spécifié	https://shorturl.at/aDQ7h

FIGURE 3 Cas sélectionnés d'enlèvements contre rançon à l'intérieur du Tchad, ventilés par localisation, 2019–2025.

SOURCE : compilation de l'auteur à partir de sources documentaires et de travaux de terrain.

La polycriminalité constitue une dynamique notable, certains groupes criminels responsables des enlèvements contre rançon étant également impliqués dans d'autres formes de criminalité organisée transnationale, telles que le trafic de drogues et la traite des personnes. Il existe également des interactions supplémentaires, les profits criminels issus d'une activité servant à financer des opérations relevant d'une autre⁴³. En outre, des groupes et réseaux criminels et armés issus du Tchad, du Cameroun et de la RCA collaborent occasionnellement dans le cadre d'opérations spécifiques, telles que des escortes criminelles ou des enlèvements⁴⁴. Cependant, il ne semble pas exister de liens directs entre les groupes spécialisés dans les enlèvements contre rançon et les organisations terroristes, même si certains enlèvements ou raptés sont occasionnellement perpétrés par des groupes terroristes aux orientations idéologiques connues. À l'échelle régionale, des factions extrémistes liées à Boko Haram et à l'ISWAP ont adopté les prises d'otages contre rançon comme source essentielle de revenus, utilisant ces fonds pour recruter des combattants, acheter des armes et maintenir leur mobilité transfrontalière⁴⁵.

Parrains et sponsors

La première strate est composée de « big men », comme on les appelle sur le terrain, qui contrôlent les groupes d'enlèvement contre rançon et donnent les instructions pour la réalisation des enlèvements. Leurs identités demeurent largement inconnues, bien que leur motivation semble être le profit tiré de cette économie, en supervisant les auteurs (voir ci-dessous)⁴⁶. Comme l'a observé un expert en sécurité : « Il ne s'agit pas de jeunes de rue, ni d'anciens militaires ou agents de sécurité, mais de personnes ayant fait le choix conscient de s'impliquer dans les enlèvements contre rançon⁴⁷. » Certains informateurs ont affirmé être fortement convaincus que ce groupe comprend des responsables politiques et de hauts acteurs du secteur de la sécurité⁴⁸.

Acteurs

Certaines personnes utilisent les termes zaraguinas ou coupeurs de route (« road-cutters » en anglais)⁴⁹ comme appellation générique pour désigner les principaux auteurs des enlèvements contre rançon au Tchad⁵⁰. Au fil des années, ils ont attiré des profils variés : anciens soldats, rebelles démobilisés, éleveurs et membres de communautés pastorales marginalisées cherchant à survivre⁵¹. Ils opèrent en petites bandes mobiles, exploitant les routes dégradées, les zones de brousse et leur connaissance locale pour tendre des embuscades aux voyageurs, dépouiller les commerçants et enlever des personnes contre rançon⁵². Ils ont été décrits comme des « entrepreneurs de l'insécurité »⁵³, tirant profit de l'instabilité et reliant les griefs locaux à la criminalité transfrontalière.

Aussi centraux dans les économies criminelles et aussi diversifiés que soient les auteurs, les travaux de terrain menés pour ce rapport suggèrent qu'ils ne rendent pas pleinement compte de la multiplicité des acteurs locaux et transfrontaliers des enlèvements contre rançon au Tchad et dans les zones environnantes. Les analystes locaux ont décrit des « criminels circonstanciels » : des acteurs ponctuels qui recourent aux enlèvements contre rançon comme moyen d'atteindre une fin, par exemple réunir des capitaux pour lancer des activités commerciales légitimes⁵⁴. Bien qu'il existe des chevauchements, les réseaux professionnels d'enlèvement disposant d'un soutien logistique transfrontalier et d'une intention stratégique ne sauraient être assimilés à des ravisseurs opportunistes exploitant les vulnérabilités contextuelles et la précarité des victimes⁵⁵. Traiter ces groupes distincts comme un ensemble homogène donne une image erronée des enlèvements contre rançon et risque de compromettre l'élaboration de réponses efficaces et ciblées.

Sur le plan ethnique, de nombreux interlocuteurs estiment que les auteurs seraient majoritairement d'ethnies haoussa et peule, sur la base des langues qu'ils les ont entendus parler⁵⁶. Cependant, compte tenu du fait que les pasteurs circulant dans la région parlent de nombreuses langues, principalement le fulfulde (peul), le haoussa, l'arabe et le sango, les appartenances ethniques des ravisseurs sont probablement plus diversifiées. Cela renforce l'idée selon laquelle les auteurs, localement appelés ravisseurs ou malfrats, seraient des ressortissants de différents pays, notamment du Tchad, du Cameroun, de la RCA, du Niger et du Nigeria⁵⁷. Cependant, beaucoup obtiennent aisément des documents d'identité provenant d'autres pays, rendant leur identification difficile à confirmer⁵⁸.

Bien que cette constellation d'acteurs soit liée par son implication dans les enlèvements contre rançon, on sait encore peu de choses sur l'ampleur ou la nature de leur collaboration opérationnelle. Les éléments émergents révélant des schémas de mobilité et des tactiques divergents soulignent la nécessité de recherches sociologiques approfondies afin de mieux comprendre leurs identités, leurs relations et leurs modes opératoires distincts.

Complices et facilitateurs

La troisième strate comprend des chefs traditionnels, des membres des communautés, des membres de la famille, des jeunes, des chauffeurs de taxi et des femmes intégrés aux économies commerciales, criminelles et sexuelles, y compris autour des réserves forestières situées dans les zones frontalières. Ces personnes agissent comme informateurs en identifiant des cibles potentielles pour les enlèvements. Ils hébergent également les auteurs, lesquels s'intègrent parfois dans les communautés ciblées en se faisant passer pour des visiteurs ou des proches de membres de ces communautés⁵⁹. Selon un militant, « ils [les facilitateurs] sont si bien informés qu'ils savent quand leurs cibles sont chez elles et dans quelles pièces précises elles dorment »⁶⁰.

Profils des victimes et motivations des enlèvements

Les schémas et formes des enlèvements contre rançon varient selon les régions et les zones frontalières, reflétant l'influence de la géographie, des systèmes de subsistance, des trajectoires conflictuelles, des moteurs économiques, des réseaux et dynamiques criminels transfrontaliers, ainsi que des profils locaux d'insécurité. Malgré ces variations, des constantes communes se dégagent. Par exemple, les cibles privilégiées sont principalement les pasteurs, les commerçants transhumants, les collecteurs et négociants d'or, ainsi que d'autres acteurs économiques, car ils représentent des « poches de solvabilité » capables de mobiliser rapidement des ressources. Cela fait des enlèvements contre rançon une véritable économie criminelle, structurée autour d'un calcul rationnel des coûts et des bénéfices⁶¹. Notre analyse met en évidence l'imbrication des enlèvements contre rançon avec d'autres formes criminelles non liées à la rançon, ainsi que leurs implications pour les économies criminelles nationales et régionales.

Les motivations des enlèvements contre rançon sont multiples et varient selon le profil des auteurs, mais elles reflètent collectivement un schéma large de gains financiers et stratégiques, incluant la prédation économique, les représailles liées aux conflits, le financement de groupes armés, ainsi que le recrutement pour des groupes extrémistes et les sites aurifères. Les auteurs ciblent spécifiquement les collecteurs d'or, interceptant les flux financiers et matériels aux deux extrémités du commerce illicite de l'or⁶². Les motivations de nombreux auteurs sont essentiellement financières, comme en témoignent les profils relativement aisés des victimes ciblées⁶³. Outre ces groupes cibles, toute personne soupçonnée de disposer des moyens de payer une rançon, aussi modeste soit-elle, peut être visée⁶⁴.

Certains acteurs sont motivés par la survie, notamment des éleveurs peuls dépossédés de leur cheptel en raison des enlèvements contre rançon, des conflits ou des déplacements provoqués par le changement climatique en provenance d'autres pays, en particulier de la RCA⁶⁵.

À l'échelle locale, les rançons procurent des revenus réguliers aux réseaux polycriminels impliqués dans le vol de bétail, le trafic d'armes et la contrebande, les aidant à maintenir leur logistique et à acheter des protections⁶⁶. Les rapports du Groupe d'experts du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le bassin du lac Tchad confirment que les paiements de rançon, en espèces comme en nature, transitent souvent par les mêmes intermédiaires et itinéraires que ceux servant d'autres économies illicites⁶⁷. En conséquence, les enlèvements contre rançon sont devenus non seulement une entreprise criminelle, mais aussi une source financière vitale reliant le banditisme local à des réseaux plus larges d'extrémisme violent⁶⁸.

Dans le Mayo-Kebbi et le Moyen-Chari, les conflits entre agriculteurs et éleveurs liés à l'accès aux terres et au vol de bétail s'accompagnent fréquemment d'enlèvements de représailles, au cours desquels des familles sont retenues jusqu'à ce que les groupes rivaux versent une rançon ou restituent le bétail volé⁶⁹. Les chefs traditionnels ont parfois été pris pour cibles, notamment lorsqu'ils sont perçus comme des gardiens de l'accès aux ressources communautaires ou des acteurs clés de la médiation des conflits. Les enlèvements sont perpétrés par des groupes armés opérant de part et d'autre de la frontière, notamment des factions ex-Séléka et anti-Balaka, avec l'appui d'auxiliaires tchadiens⁷⁰. Les motivations



Les réfugiés et personnes déplacées fuyant la guerre civile au Soudan et trouvant refuge dans des camps comme celui d'Aboutengué, dans l'est du Tchad, ont parfois été ciblés par des ravisseurs. © Eva Krafczyk/picture alliance via Getty Images

sont largement économiques, bien que des différends ancrés dans les tensions entre agriculteurs et éleveurs alimentent parfois des enlèvements à des fins de représailles ou de pression. Les motivations sont largement économiques, bien que des différends ancrés dans les tensions entre agriculteurs et éleveurs alimentent parfois des enlèvements à des fins de représailles ou de pression. Depuis 2013, les retombées de la guerre civile en RCA ont enraciné ces dynamiques, transformant les enlèvements contre rançon en une source de revenus transnationale.

Les tendances des enlèvements contre rançon dans le nord du Tchad (Tibesti, Borkou, près des frontières avec la Libye et le Niger) illustrent une évolution des profils des victimes au cours de la dernière décennie. Dans les années 1990 et au début des années 2000, les commerçants et chauffeurs routiers circulant sur les routes désertiques étaient fréquemment victimes d'embuscades. Plus récemment, la ruée vers l'or dans le Tibesti a fait des mineurs locaux et étrangers, notamment originaires du Soudan et du Niger, des cibles privilégiées⁷¹. Des groupes armés et des factions rebelles enlèvent des mineurs contre rançon ou afin d'assurer leur contrôle territorial sur les concessions minières, inscrivant ainsi les enlèvements contre rançon dans les économies extractives. La circulation d'armes en provenance de Libye et la porosité des frontières désertiques renforcent cette dynamique. Contrairement au sud ou à l'est, les enlèvements contre rançon dans le nord sont étroitement liés au financement des rébellions, reflétant le caractère hybride de la prédation et de l'insurrection politique.

Dans l'ouest du Tchad (province du Lac, près des frontières avec le Nigeria et le Niger, dans le bassin du lac Tchad), confronté à une crise terroriste prolongée, les enlèvements contre rançon sont façonnés par les insurrections du JAS et de l'ISWAP, qui y mènent des enlèvements. Les victimes comprennent des pêcheurs, des pasteurs et des commerçants de marché, enlevés à la fois contre rançon et comme instruments de coercition destinés à imposer le respect de la fiscalité insurgée ou des exigences en matière de renseignement⁷². Les pêcheurs sont ciblés parce qu'ils opèrent dans des zones contrôlées par des groupes armés, transportent souvent de la nourriture et des fournitures, et sont perçus comme de possibles informateurs des forces de sécurité⁷³. Les chefs et dirigeants communautaires ont également été pris pour cibles afin de déstabiliser la gouvernance locale. Bien que les demandes de rançon prédominent, les enlèvements sont souvent indissociables de logiques insurgées plus larges de contrôle, de sanction et de recrutement. Cela distingue la province du Lac des autres régions, où l'extorsion économique par rançon constitue le mobile dominant. Au fil des années, les enlèvements contre rançon dans cette zone sont passés d'un banditisme opportuniste à une pratique intégrée aux modes opératoires insurgés.

Des enlèvements ponctuels d'étrangers à des fins lucratives ont été signalés. Jérôme Hugonnot, employé d'une ONG de protection de la faune sauvage, visible ici, enlevé en 2022, s'exprime après sa libération sur une base militaire à N'Djaména. © AFP via Getty Images



Dans l'est du Tchad (Ouaddaï, Sila, Wadi Fira, près des frontières avec le Soudan et le Darfour), les enlèvements contre rançon se superposent souvent aux conflits intercommunautaires et aux économies transfrontalières de conflit. Les victimes sont généralement ciblées parmi les communautés pastorales rivales (Zaghawa, Tama, groupes arabes) ou les commerçants circulant le long des routes soudanaises. L'enlèvement a servi à la fois de forme de prédation et d'instrument tactique dans des cycles de représailles, en particulier pendant et après le conflit du Darfour, lorsque des communautés tchadiennes ont été entraînées dans des hostilités transfrontalières⁷⁴. Les réfugiés et les personnes déplacées vivant dans des camps ont également été occasionnellement pris pour cibles, soulignant la vulnérabilité de ces populations. Les motivations incluent les rançons, mais les enlèvements servent également d'outils coercitifs dans les conflits communautaires ou pour affirmer un contrôle sur les routes commerciales et de trafic d'armes transsahariennes. Bien que les cas paraissent plus sporadiques que dans le sud, leur imbrication avec le financement des milices et les dynamiques de conflit leur confère une persistance structurelle. Il y a également eu des enlèvements occasionnels de travailleurs humanitaires étrangers ainsi que d'autres ressortissants étrangers ou expatriés à des fins lucratives⁷⁵.

Tactiques et modalités opératoires

Les modes opératoires conduisant aux enlèvements contre rançon impliquent généralement un certain degré de surveillance rapprochée de cibles soigneusement sélectionnées, suivi d'actes d'enlèvement, le plus souvent soudains et violents, perpétrés par des groupes de trois à neuf hommes lourdement armés⁷⁶. Les attaques se produisent souvent tard dans la nuit, entre 23 heures et 2 heures du matin, bien que certains écoliers aient été enlevés en plein jour⁷⁷. Les otages, les yeux bandés, sont ensuite emmenés et transférés vers des lieux isolés, généralement au-delà des frontières, puis contraints de se déplacer chaque heure afin d'éviter toute détection⁷⁸. Ces tactiques visent à compliquer l'intervention des forces nationales et à exploiter les limites juridictionnelles ainsi que le manque de coordination entre les dispositifs sécuritaires des États de la région tricontinentale⁷⁹.

Les auteurs sont souvent des hommes masqués ou enturbannés, parlant selon les témoignages le haoussa, le peul ou, plus fréquemment, l'arabe tchadien, ce que certains experts locaux considèrent comme une stratégie délibérée visant à empêcher toute identification ethnique, compte tenu du statut de lingua franca de l'arabe tchadien à l'échelle du pays⁸⁰. « Ils transfèrent les victimes du Tchad vers le Cameroun et du Cameroun vers le Tchad [ainsi que vers d'autres pays]. Ils utilisent des numéros de téléphone camerounais et les rançons sont versées au Tchad pour les victimes camerounaises, et au Cameroun pour les victimes tchadiennes⁸¹. »

Durant la captivité, les ravisseurs menacent constamment de blesser ou de tuer les otages si les rançons tardent à être versées ou si les otages et leurs familles ne coopèrent pas⁸². Selon un militant, « il arrive que les auteurs tuent les victimes ou leurs proches lorsqu'ils opposent une résistance lors d'une tentative d'enlèvement. Ils tuent également ceux qui les ralentissent après leur enlèvement, ainsi que les otages qui refusent d'obéir à leurs instructions. Ils tuent aussi lorsque les forces de sécurité ou les groupes d'autodéfense communautaires les poursuivent après un enlèvement et qu'ils doivent fuir précipitamment⁸³. » Certaines femmes et jeunes filles subissent des agressions sexuelles et des viols durant leur captivité, bien que les données disponibles soient insuffisantes pour déterminer s'il s'agit d'une exploitation opportuniste ou d'une tactique systématique des ravisseurs⁸⁴. Bien que de nombreux incidents aient historiquement concerné une ou deux personnes, une tendance croissante semble se dessiner, notamment dans le bassin du lac Tchad, vers des enlèvements de masse de plus grande ampleur impliquant la capture simultanée de groupes importants.

Les rançons exigées varient de 1 million à environ 40 millions de XAF, selon le profil perçu de l'otage et de sa famille, ainsi que selon la capacité de la communauté à contribuer⁸⁵. Les rançons sont versées dans différentes devises, notamment en nairas et en francs CFA d'Afrique centrale. Les paiements peuvent être effectués en espèces ou en nature sous forme de bétail, lequel est soit conduit à la nage, soit transporté par les ravisseurs à travers les frontières lacustres peu profondes à l'aide de pirogues motorisées⁸⁶. Il existe toute une chaîne de processus et d'intermédiaires par lesquels les paiements transitent entre les familles des otages et les destinataires des rançons, rendant difficile l'identification des bénéficiaires. Les otages peuvent être détenus jusqu'à deux mois, bien que de nombreux enlèvements signalés par les médias locaux durent en moyenne de quelques jours à plusieurs semaines. Le missionnaire américain Stephen Godbold, enlevé en octobre 2007 par le Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad, a été détenu pendant neuf mois⁸⁷, tandis qu'une équipe médicale employée par l'État aurait été retenue jusqu'à deux ans en raison du refus du gouvernement de verser une rançon⁸⁸.

Dynamiques de genre

Les femmes jouent des rôles essentiels, mais encore insuffisamment étudiés dans les économies des enlèvements contre rançon⁸⁹. La plupart des experts interrogés pour ce rapport ont principalement présenté le rôle des femmes sous l'angle de la victimisation, en mettant l'accent sur leurs propres enlèvements, ainsi que sur le traumatisme émotionnel lié à l'enlèvement de leurs maris ou de leurs enfants, et sur leur mobilisation en faveur de leur libération et du paiement des rançons⁹⁰. Cependant, cette représentation contraste avec l'émergence d'éléments indiquant l'implication de femmes dans les activités criminelles, dont les rôles reflètent ceux observés au sein de groupes tels que Boko Haram — notamment dans le recrutement, la logistique, le trafic d'armes et la surveillance⁹¹ — certaines ayant été arrêtées et emprisonnées⁹².

Les normes culturelles qui découragent l'implication des femmes dans la violence ont contribué à dissimuler leurs rôles directs et indirects, notamment en tant qu'informatrices, facilitatrices, clientes et auteures. Ces normes occultent également les économies transactionnelles entourant les enlèvements contre rançon, dissimulant à la fois l'agentivité des femmes et leur exploitation au sein de ces réseaux. Selon un interlocuteur, « même si des femmes sont impliquées dans les enlèvements contre rançon, leur participation sera probablement involontaire »⁹³.

Les auteurs d'enlèvements contre rançon, enrichis par les paiements de rançon, utilisent leur pouvoir financier pour nouer des relations pseudo-transactionnelles avec des femmes afin d'acheter un accès au renseignement local dans une économie sexuelle encore insuffisamment étudiée⁹⁴. Selon les témoignages, des femmes seraient instrumentalisées par les ravisseurs pour identifier des cibles potentielles ou faciliter des enlèvements, mettant en lumière les rôles complexes et genrés qu'elles peuvent jouer non seulement en tant que victimes, mais aussi comme facilitatrices au sein des communautés touchées. Reconnaître ces dynamiques est essentiel pour assurer une documentation précise et concevoir des interventions transformatrices en matière de genre, capables de reconnaître et de prendre en compte l'agentivité complexe des femmes.

Au-delà des rançons : autres formes d'enlèvement dans l'économie criminelle du Tchad

Les enlèvements contre rançon ne constituent qu'une des formes de kidnapping et de rapt perpétrées par divers acteurs pour des motifs variés dans différentes régions du pays, y compris dans la capitale,

N'Djaména. Les enlèvements contre rançon coexistent parfois et se chevauchent avec d'autres formes d'enlèvement motivées principalement par les représailles, la recherche d'avantages stratégiques ou de leviers de pression, ainsi que par la traite des êtres humains.

De nombreux incidents non liés aux enlèvements contre rançon sont de nature politique et impliquent l'enlèvement de figures médiatiques et de l'opposition par des agents des forces de sécurité étatiques⁹⁵. L'exemple le plus récent est celui du Dr Assyongar Succès Masra, président du parti d'opposition Les Transformateurs, enlevé de force à son domicile par des hommes en uniforme militaire en mai 2025⁹⁶. Dans de tels cas, l'enlèvement sert d'outil d'intimidation et de mise au silence dans un climat de contrôle et d'autocensure fondée sur la peur⁹⁷.

Les affaires très médiatisées qui se soldent par un sauvetage avant qu'une demande de rançon ne soit formulée, ou sans divulgation publique d'une rançon, peuvent comporter des dimensions politiques dans la mesure où certains expatriés sélectionnés sont ciblés à des fins de négociation politique dans cette catégorie, bien que l'ampleur réelle de ce phénomène demeure ambiguë. Un exemple notable s'est produit en 2022, lorsque Jérôme Hugonnot, conservationniste franco-australien, a été enlevé dans l'est du Tchad avant d'être libéré trois jours plus tard à la suite d'efforts coordonnés sur les plans sécuritaire et diplomatique⁹⁸.

D'autres enlèvements relèveraient prétendument de pratiques culturelles. Dans une affaire très médiatisée, une jeune influenceuse TikTok connue sous le nom de Miss Simian aurait été enlevée à son domicile de N'Djaména par des hommes armés en janvier 2025⁹⁹. Sa sœur a attribué cette attaque à un général de l'armée apparenté, qui aurait affirmé qu'elle « portait atteinte à leur "honneur" » par son usage des réseaux sociaux¹⁰⁰. Ici, l'enlèvement a servi d'outil de contrôle social, de correction ou de sanction, en l'occurrence à l'encontre de femmes perçues comme culturellement déviantes.

Les enlèvements à visée d'exploitation ciblent les victimes à des fins diverses. Les groupes terroristes — à savoir le JAS et ses sous-groupes armés, Bakura et Buduma¹⁰¹ — enlèvent des femmes et des jeunes filles dans la région du bassin du lac Tchad à des fins d'esclavage sexuel et domestique, tout en ciblant également des enfants destinés au recrutement, aux attentats-suicides et au travail forcé¹⁰². Dans le nord du Tchad, des enfants¹⁰³ issus de familles vulnérables ou vivant dans des zones isolées sont enlevés et victimes de traite à des fins de travail forcé dans l'exploitation aurifère illégale¹⁰⁴, de servitude domestique¹⁰⁵ et de gardiennage de troupeaux de chameaux¹⁰⁶.

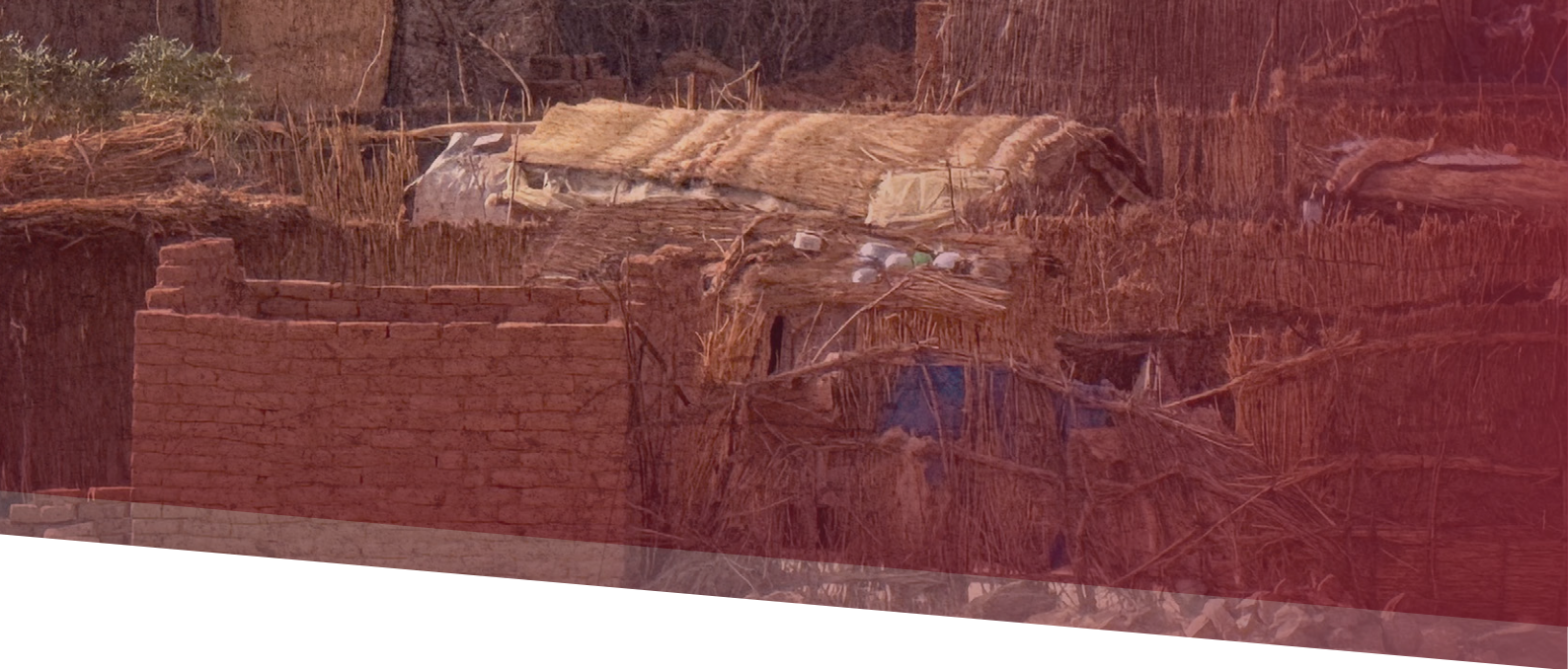
Les ravisseurs ciblent et tuent également les personnes perçues comme des menaces, telles que les journalistes, les membres de comités de vigilance¹⁰⁷ et les militants qui dénoncent leurs activités, dans une logique d'affirmation de pouvoir et de sanction¹⁰⁸. Les acteurs des enlèvements contre rançon ont menacé certains militants et journalistes pour les avoir dénoncés ou pour avoir transmis des informations aux autorités¹⁰⁹. Le missionnaire américain Stephen Godbold a été enlevé par le Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad, un groupe rebelle, soupçonné de collaborer avec les services de renseignement tchadiens¹¹⁰.

Bien que les enlèvements contre rançon et les enlèvements sans demande de rançon répondent à des motivations différentes, et que les disparités dans la couverture médiatique réduisent la visibilité de ces derniers, ces différentes formes demeurent liées. Ils s'inscrivent dans les mêmes économies criminelles et sont parfois perpétrés par les mêmes acteurs, comme c'est le cas des groupes terroristes dans la région du lac Tchad, entraînant un chevauchement des motivations. En outre, les enlèvements sans demande de rançon contribuent à renforcer le pouvoir et le contrôle territorial des acteurs armés et criminels, participant ainsi au maintien du même ordre criminel et contraignant les communautés à

continuer de se conformer à leurs exigences. Comprendre la sous-économie criminelle des enlèvements sans demande de rançon constitue ainsi un élément essentiel pour lutter efficacement contre les enlèvements contre rançon au Tchad.

Les enlèvements comme forme de représailles personnelles

Certains enlèvements ont également été orchestrés par des amis, des membres de la famille ou de la communauté des victimes dans le cadre de conflits personnels liés à la jalousie financière ou à des différends mineurs. Dans une affaire largement relayée par les médias locaux et internationaux, Bessami Vaïo, enlevé juste après avoir vendu une quarantaine de bœufs, se serait entendu dire par ses ravisseurs : « Tu peux remercier tes amis, ce sont eux qui t'ont trahi¹¹¹. » Des informateurs ont rapporté plusieurs récits de ce type, dans lesquels des personnes organisaient l'enlèvement de leurs propres frères et sœurs à des fins de représailles ou de pression dans le cadre de conflits familiaux¹¹². Dans un autre exemple, une femme a fait enlever son frère aîné parce que celui-ci l'accusait de sorcellerie¹¹³. De même, un jeune homme a fait tuer son frère aîné et enlever sa famille à la suite d'un conflit lié à un héritage¹¹⁴.



Évaluation des conséquences et des implications

Les enlèvements contre rançon ont eu de nombreuses conséquences négatives et interdépendantes sur différents aspects de l'économie, de la société, de la stabilité régionale et du développement au Tchad et dans ses zones frontalières.

Sécurité nationale et stabilité régionale

À l'échelle nationale et régionale, les enlèvements contre rançon sapent progressivement l'autorité et la légitimité de l'État dans la région tricontinentale et menacent la stabilité régionale. D'une part, les enlèvements contre rançon et d'autres économies criminelles ont développé leurs propres systèmes de contrôle et d'influence, qui rivalisent souvent avec l'autorité de l'État. Cela favorise l'émergence et le renforcement d'intermédiaires de pouvoir informels qui redistribuent les ressources par le biais de réseaux de patronage et imposent leurs propres règles, généralement par la peur, la loyauté et/ou la violence. Ces dynamiques sont particulièrement marquées dans les zones frontalières et périphériques où la présence de l'État est faible. À terme, ces zones risquent de basculer vers des formes de gouvernance parallèle, fonctionnant en dehors de toute supervision nationale et offrant des zones refuges aux trafiquants, aux groupes armés ou aux communautés se mobilisant à des fins violentes¹¹⁵.

D'autre part, la lenteur des réponses politiques et sécuritaires de l'État tchadien, maintes fois soulignée au cours des travaux de terrain, alimente une perte de confiance dans la capacité de l'État à protéger ses citoyens et pousse ces derniers à nouer des relations transactionnelles avec des groupes armés afin d'assurer leur protection. Cela accroît les risques d'escalade de la violence, d'émergence de milices locales et de fragmentation sociopolitique, avec des répercussions transfrontalières correspondantes¹¹⁶.

Vies, moyens de subsistance et cohésion sociale perturbés

Les conséquences des enlèvements contre rançon sont particulièrement aiguës au niveau communautaire. La peur d'être enlevé a contraint de nombreux Tchadiens à fuir leurs foyers et leurs

villages pour rejoindre des villes situées à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Ces déplacements massifs, souvent vers d'autres communautés confrontées à des crises certes moins graves, exercent une pression sur des ressources naturelles déjà surexploitées et aggravent les conflits intercommunautaires et intracommunautaires dans des contextes de dégradation rapide de la cohésion sociale. Les déplacements forcés maintiennent également les enfants hors du système scolaire, créant un risque de ressentiment susceptible d'alimenter de futures rébellions au sein de populations déjà marginalisées dans des zones où la présence de l'État demeure limitée. Les perturbations et privations en matière d'éducation, ainsi que d'autres effets néfastes, sont aggravées par la réticence des fonctionnaires, notamment les enseignants et les personnels de santé, à être affectés dans les zones touchées en raison des risques pour leur sécurité.

Les enlèvements contre rançon perturbent également les moyens de subsistance ruraux traditionnels fondés sur l'agriculture, l'élevage et le commerce. Les éleveurs et les agriculteurs sont contraints de vendre leur bétail et d'abandonner leurs terres agricoles pour exercer de nouvelles activités, souvent moins lucratives, entraînant une forte diminution de leurs capacités de revenus et de leurs moyens de subsistance. Cela a eu un impact négatif considérable sur la sécurité alimentaire et les économies des communautés touchées. La pauvreté progresse, certaines victimes étant contraintes de vendre l'ensemble de leurs biens (troupeaux de bétail ou récoltes entières) afin de réunir les ressources nécessaires au paiement de lourdes rançons, les privant ainsi des moyens de couvrir leurs dépenses essentielles et accroissant le risque de précarité générationnelle¹¹⁷.

Montée de la criminalité

L'ensemble de ces effets a pour conséquence cumulative d'accroître la vulnérabilité à la criminalité, en particulier chez les jeunes et les personnes autrefois aisées, mais dépossédées par les conflits ou les enlèvements contre rançon¹¹⁸. Les implications genrées comprennent une vulnérabilité accrue des femmes et des jeunes filles à l'exploitation sexuelle et aux rapports transactionnels de survie. L'émergence d'intermédiaires professionnels assurant la liaison entre les ravisseurs et les familles des otages témoigne de l'essor d'une économie politique criminelle et de l'enracinement de groupes d'intérêts ayant tout à gagner au maintien du statu quo.

Les ravisseurs cooptent systématiquement de tels groupes, parmi lesquels figurent, dans certaines communautés, des chefs traditionnels, au moyen d'incitations financières, aggravant ainsi l'insécurité et sapant les mécanismes de redevabilité. À leur arrivée dans une communauté, les bandits peuvent se faire passer pour des personnes légitimes et dépenser délibérément des sommes importantes pour des biens locaux ou remettre aux chefs des enveloppes contenant entre 100 000 et 200 000 XAF (177 à 345 dollars américains), afin de dissimuler leur présence. Après des opérations réussies, les ravisseurs peuvent remettre jusqu'à 1 million de XAF (environ 1 770 dollars américains) aux chefs en échange de leur silence ou de leur ingérence active dans les efforts de sécurité. Ce flux de rançons transitant par les structures traditionnelles intègre les enlèvements dans les mécanismes de gouvernance locale, brouillant les frontières entre autorité et illégalité.

Traumatismes intergénérationnels

Les victimes d'enlèvements contre rançon subissent souvent de graves traumatismes psychologiques résultant de captivités prolongées, de tortures physiques, du fait d'avoir été témoins de meurtres et, pour les femmes, de violences sexuelles¹¹⁹. Comme l'a expliqué un militant : « Les survivants vivent dans

la peur et l'angoisse, et beaucoup affirment craindre encore le retour des ravisseurs, raison pour laquelle ils souffrent de cauchemars, adoptent des comportements d'isolement et manifestent une méfiance qui les pousse à éviter les autres¹²⁰. »

Ces expériences donnent rarement lieu à une prise en charge post-traumatique adéquate, laissant les survivants et leurs familles faire face seuls à des conséquences émotionnelles et psychologiques durables. Comme l'ont souligné plusieurs interlocuteurs : « Les victimes sont nombreuses, mais le niveau de soutien disponible n'est pas à la hauteur¹²¹. » Pour les hommes, l'incapacité à protéger ou à subvenir aux besoins de leur famille pendant ou après un enlèvement peut engendrer un sentiment de dévirilisation et d'échec social. Cette perte perçue de statut et de contrôle peut, à son tour, alimenter des mécanismes d'adaptation néfastes, notamment une aggravation des tensions au sein des ménages et une recrudescence des violences fondées sur le genre.

Certaines organisations de la société civile tentent de fournir des services de soutien, mais intervenir dans les zones touchées demeure dangereux et les expose au risque de devenir elles-mêmes des cibles. L'instabilité des financements limite également leurs efforts : une ONG a été privée de ses anciens financements américains au début de cette année. Comme l'a déclaré un militant de cette ONG : « Nous dépendons désormais des financements des programmes des Nations Unies consacrés à la torture, mais cela limite l'ampleur de nos actions et le nombre de personnes que nous pouvons soutenir¹²². »

Insécurité et développement entravé

L'insécurité a progressivement compromis le développement et entraîné le retrait des acteurs humanitaires dans certaines régions du sud du Tchad et de la zone tricontinentale, laissant les communautés touchées sans services essentiels, protection ni assistance. Au cours de la dernière décennie, de nombreux programmes autrefois consacrés à la gouvernance, au développement rural et à la résilience communautaire ont soit réduit leurs activités, soit totalement cessé leurs opérations à mesure que les risques sécuritaires s'intensifiaient. Selon des experts locaux en sécurité, le changement a été radical : « Il y a dix ans, il existait de nombreux projets, certains financés par l'Union européenne, mais aujourd'hui il n'en reste plus que quelques-uns axés sur les parcs »¹²³, faisant référence à l'orientation actuelle du développement vers la conservation dans le sud du Tchad, portée par des organisations telles que le Sahara Conservation Fund. Bien que ces projets jouent un rôle important dans la protection de l'environnement, le recul des efforts plus larges de développement et de stabilisation a laissé d'importantes lacunes dans le soutien apporté aux communautés déjà exposées à l'insécurité et à la marginalisation économique.

Comme l'a récemment souligné une étude de l'ISS, la région tricontinentale demeure un « foyer explosif de criminalité », dans un contexte d'insécurité élevée et croissante résultant de décennies de conflits prolongés, de flux d'armes et de la prolifération de groupes armés violents¹²⁴. À mesure que les réseaux criminels gagnent en puissance et en notoriété, en partie alimentés par l'absence de réponses coordonnées, tant individuelles que collectives, de la part des États concernés, la région risque de basculer dans une grave crise sécuritaire où les groupes armés prendraient le pas sur l'autorité de l'État.



La lutte contre les enlèvements contre rançon : Vue d'ensemble des réponses

Le rôle et les réponses de l'État

Dans l'ensemble, les réponses de l'État face aux enlèvements contre rançon se sont révélées insuffisantes et inefficaces. Le gouvernement tchadien a principalement adopté des approches militaires, en déployant successivement la Direction générale des services de sécurité des institutions de l'État, une unité militaire d'élite, puis le Groupement mobile d'intervention de la police, une force spéciale de la police nationale tchadienne chargée du maintien de l'ordre. Le gouvernement mène également des opérations spéciales, comme la mission conjointe franco-tchadienne qui a permis de secourir un médecin polonais enlevé dans le sud du Tchad en 2024¹²⁵.

De précédentes recherches de l'ISS ont montré que les opérations militaires appuyées par des renforts provenant d'autres provinces ont parfois permis de secourir des otages et d'arrêter des ravisseurs, mais ces résultats demeurent inconstants. Certains gouverneurs — dirigeants provinciaux nommés, dont beaucoup sont des militaires ou d'anciens militaires — sont parvenus à mobiliser efficacement les efforts sécuritaires afin de poursuivre les ravisseurs et libérer des otages. Le gouvernement a parfois remplacé des gouverneurs jugés inefficaces — comme le général Teguen Idibei Berdé, relevé de ses fonctions après six mois — dans des régions telles que le Mayo-Kebbi, où les enlèvements contre rançon sont très répandus. Bien que cela témoigne d'une certaine volonté de l'État de prendre la situation au sérieux, cette pratique s'inscrit dans un schéma plus large de remaniements politiques fréquents, notamment une importante restructuration du secteur de la sécurité en 2024. Les populations locales y voient des pratiques de patronage qui entravent l'efficacité des réponses aux problèmes de sécurité. Certains gouverneurs utilisent leurs relations personnelles avec des autorités provinciales de pays voisins afin de faciliter les échanges transfrontaliers de renseignements, mais ces efforts demeurent généralement informels et peu structurés.

Les efforts sécuritaires de l'État ne sont pas encore parvenus à contenir les enlèvements contre rançon pour plusieurs raisons. Par le passé, les engagements simultanés du Tchad dans plusieurs coalitions militaires et missions de soutien à la paix — notamment la Force multinationale mixte (FMM), chargée de combattre le JAS et l'ISWAP le long de la frontière ouest du pays — ont laissé des ressources sécuritaires limitées pour faire face à d'autres menaces, donnant l'impression que celles-ci étaient négligées. Comme l'a déclaré un interlocuteur : « Les ressources constituent un défi : il existe un déficit et les agents de sécurité ne sont pas suffisamment nombreux pour patrouiller les vastes frontières et protéger les populations qui y vivent. » Des analystes ont également souligné que la guerre au Soudan a déplacé l'attention du Tchad vers sa frontière orientale, la sécurisation de cette dernière coûtant environ 3 millions de dollars américains par jour. Cela peut expliquer l'absence d'une force de sécurité dédiée patrouillant en permanence les zones frontalières du nord et du sud du Tchad, ainsi que la présence insuffisante des acteurs et postes de sécurité dans les communautés touchées. Ces deux facteurs ont souvent entraîné des retards dans les réponses sécuritaires, érodant progressivement la confiance des communautés dans la capacité de l'État à assurer leur protection.

L'État a également mené des opérations de sécurité en partenariat avec des groupes communautaires de vigilance dans les zones touchées. Cependant, cette relation s'est détériorée en raison du manque de ressources et de la frustration des groupes face à ce qu'ils considèrent comme une reconnaissance insuffisante des rôles à haut risque qu'ils jouent dans la protection des civils et le signalement des crimes. Bien qu'ils opèrent dans des zones où la présence de l'État est faible et qu'ils soient souvent les premiers à intervenir avant l'arrivée des forces de sécurité, leurs contributions restent fréquemment absentes des discours officiels et des mécanismes de soutien. Ce manque perçu de reconnaissance a accentué la méfiance, alors même que ces groupes demeurent des relais essentiels entre les communautés et l'État.

Porté par l'idée selon laquelle les enlèvements contre rançon seraient « contraires à la culture tchadienne »¹²⁶ — allusion à l'intolérance sociale locale à l'égard de la violence —, le gouvernement tchadien semble considérer les enlèvements contre rançon comme une menace extérieure devant être combattue par des moyens militaires. Cette approche néglige les dynamiques sociopolitiques internes ainsi que la manière dont les réponses sécuritaires exacerbent le ressentiment de citoyens déjà marginalisés et mécontents. Cette approche crée également un paradoxe entre la réputation internationale des capacités militaires du Tchad et son incapacité à venir à bout de l'augmentation des enlèvements contre rançon — un défi qui résulte moins d'un manque d'efficacité tactique ou opérationnelle que d'une réponse excessivement militarisée et d'une insuffisance de troupes, d'équipements et de financements. De plus, lors des interventions sécuritaires, les communautés seraient contraintes de fournir aux forces de sécurité du carburant et de la nourriture¹²⁷, aggravant davantage les fractures existantes entre l'État et les citoyens. Combinée au poids des rançons, cette situation s'apparente à une double ponction qui accentue encore davantage l'aliénation des citoyens vis-à-vis de l'État.

L'externalisation des enlèvements contre rançon entraîne également des problèmes dans l'allocation des ressources sécuritaires. À N'Djaména, plusieurs participants ont indiqué que les enlèvements contre rançon étaient considérés comme « un problème du sud » ne touchant pas les populations des autres régions. Étant donné que de nombreux ressortissants aisés du nord vivent et travaillent dans le sud du Tchad, cette prise de distance peut également être perçue comme une manière de les prendre pour cibles. Cela peut également être lié à une longue histoire de divisions entre le nord et le sud, alimentée par la domination des élites nordistes sur le pouvoir politique et sécuritaire pendant une grande partie de l'histoire du Tchad.

La collusion et la complicité de hauts responsables et d'acteurs de la sécurité, notamment par la location d'armes à des criminels et l'entrave au fonctionnement de la justice, constituent une autre faiblesse des réponses sécuritaires efficaces. Cela tient en partie au fait que les acteurs de la sécurité ne sont pas correctement rémunérés et se tournent vers la criminalité comme moyen de subsistance. En outre, une longue histoire d'exactions commises par les forces de sécurité contre les civils, y compris lors d'incidents récents dans les zones touchées par les enlèvements contre rançon et les conflits, a nourri une méfiance qui entrave toute collaboration fructueuse. Les civils craignent également des représailles de la part des auteurs s'ils sont perçus comme collaborant avec les forces de sécurité. Sur le plan politique, les remaniements fréquents des ministres, gouverneurs, préfets et sous-préfets¹²⁸ par les gouvernements successifs ont nui au leadership et à la coordination des actions menées contre les enlèvements contre rançon. Le recours massif aux réponses militaires n'a pas permis de traiter les causes profondes complexes de l'insécurité, dont beaucoup sont aggravées par l'usage même de la force comme solution principale.

Réponses sécuritaires régionales

Comme l'ont averti certains analystes, la nature de l'insurrection et de la criminalité organisée dans la région rend les approches unilatérales intenable¹²⁹. Pourtant, le paysage sécuritaire actuel demeure fragmenté, les efforts collectifs de sécurité étant principalement axés sur la lutte contre les attaques terroristes menées par le JAS et l'ISWAP le long des frontières du Tchad avec le Niger, le Nigeria et le Cameroun. Les réponses régionales ont inclus des initiatives mises en œuvre dans le cadre de mécanismes de coopération sécuritaire tant bilatéraux que multilatéraux. Les commissions mixtes bilatérales sur la défense et la sécurité — notamment entre le Tchad, le Cameroun et la RCA — ont discuté de la création de forces conjointes de sécurisation des frontières¹³⁰. Cependant, ces efforts sont demeurés sporadiques et incohérents, limitant leur capacité à compenser la faiblesse des réponses nationales face aux menaces transfrontalières. Et les mécanismes bilatéraux et multilatéraux existants fonctionnent en parallèle, avec une coordination limitée. Leur impact global est compromis par le chevauchement des structures et l'absence d'une articulation claire quant à la manière dont elles répondent collectivement aux menaces communes que constituent le terrorisme, les enlèvements contre rançon et la criminalité organisée transnationale.

Les tensions interétatiques ont compromis les efforts régionaux. Par exemple, les relations longtemps tendues entre le Tchad et la RCA ont conduit à la fermeture de leur frontière commune pendant près d'une décennie. Toutefois, à la fin de l'année 2024, les deux gouvernements ont commencé à renouer prudemment le dialogue¹³¹, poussés par des préoccupations sécuritaires communes et par la reconnaissance de la nécessité d'une gestion coordonnée des frontières. Il convient de noter que la commission mixte Tchad-RCA s'est réunie au niveau ministériel pour la première fois depuis près de dix ans¹³², signalant un dégel progressif des relations et de timides efforts visant à rétablir la confiance après des années de tensions.

Le Tchad et le Soudan avaient autrefois maintenu une force frontalière conjointe, créée en 2010 afin de stabiliser leur frontière commune après des années de tensions. Composée d'environ 3 000 soldats placés sous un commandement partagé, cette force a contribué à surveiller les mouvements transfrontaliers et à réduire les incursions de part et d'autre de la frontière, mais elle est devenue largement inactive après le déclenchement de la guerre civile au Soudan en 2023. Au lieu d'une force conjointe permanente ou d'un accord formel avec la Libye, la coordination est demeurée plus ponctuelle, reposant sur des contacts sporadiques et une coopération limitée entre N'Djaména et les forces du général Khalifa Haftar contre

les groupes rebelles tchadiens présents dans le sud de la Libye. Hormis la Force multinationale mixte (FMM), dont le siège se trouve à N'Djaména, il n'existe aucune force collective dédiée à la lutte contre la criminalité organisée transnationale dans les autres régions du pays. La FMM a principalement pour mandat de diriger la lutte contre le terrorisme et d'assurer la paix et la stabilité dans la région du bassin du lac Tchad¹³³. Il n'existe aucune force dédiée comparable chargée de lutter contre les enlèvements contre rançon dans les zones touchées. La force a enregistré des succès notables contre les groupes terroristes et affiliés, mais sa capacité à préserver et à consolider ces acquis est de plus en plus menacée. Les limites tactiques et opérationnelles — aggravées par le retrait récent du Niger et par l'annonce du Tchad de suivre la même voie après les attaques meurtrières visant ses forces en 2024 — font peser de graves menaces sur l'efficacité de la FMM. La FMM demeure gravement sous-financée et ne dispose pas des capacités opérationnelles nécessaires pour faire face à l'ampleur et à la complexité croissantes de la menace terroriste dans le bassin du lac Tchad, encore moins aux enlèvements contre rançon.

La FMM se trouve désormais à un tournant critique. Si les contraintes de financement persistent, la force risque de subir une dégradation sévère. Cela intervient dans un contexte de diminution des effectifs, de montée de l'insécurité et de convergence croissante entre de puissants groupes criminels et des acteurs terroristes, une tendance préoccupante déjà observée dans le nord-ouest du Nigeria¹³⁴. Un affaiblissement de la FMM réduit la coordination transfrontalière, laissant davantage d'espace opérationnel aux acteurs armés. Les groupes djihadistes pourraient exploiter cette marge de manœuvre pour renforcer leurs liens avec les réseaux criminels sahéliens, accentuant davantage les risques sécuritaires.

Dans ce contexte, il est urgent que toutes les parties prenantes — États membres, organisations régionales et partenaires internationaux — se réunissent afin de réévaluer l'architecture sécuritaire au Tchad et dans les autres régions touchées par les conflits.

Les efforts de sécurité collective sont encore davantage compromis par l'incertitude entourant le statut des politiques nécessaires pour faciliter les mouvements sécuritaires transfrontaliers, telles que le droit de poursuite (à chaud). Les acteurs régionaux de la sécurité soulignent à juste titre que ce droit existe en droit international¹³⁵, tandis que les forces de sécurité étatiques et les organisations de la société civile observent que son absence a empêché les acteurs sécuritaires de poursuivre et d'appréhender les ravisseurs en fuite. Le droit international prévoit effectivement un droit de poursuite à chaud, mais uniquement en mer :

Le droit international général ne reconnaît pas de droit de poursuite à chaud sur terre, celui-ci étant considéré comme une violation de la souveraineté territoriale d'un État. La poursuite à chaud sur terre ne pourrait être exercée légalement que si le consentement explicite des États concernés était prévu dans un accord international¹³⁶.

Ces points de vue divergents sur une politique particulière suggèrent que les cadres politiques pertinents sont soit inexistants, soit inaccessibles aux acteurs concernés, ce qui constitue une preuve supplémentaire du décalage entre les acteurs sécuritaires et les acteurs civils.

Les renseignements sécuritaires sont partagés à l'échelle régionale par l'intermédiaire du Centre régional de fusion du renseignement, créé en 2014 afin de faciliter la communication entre les États touchés par la crise de Boko Haram¹³⁷. Bien qu'il soit opérationnel et utile, ce mécanisme demeure principalement axé sur le renseignement en matière de lutte contre le terrorisme. Les experts en sécurité ont également relevé un décalage entre la disponibilité de renseignements de qualité et l'élaboration de stratégies efficaces et opérationnelles — une dissociation qui s'explique en partie, à l'échelle régionale, par les disparités de capacités et de formation des acteurs de la sécurité selon les pays¹³⁸.

Réponses des communautés et de la société civile

En complément des réponses étatiques, certaines communautés ont mis en place des comités de sages, des comités de vigilance anti-enlèvements contre rançon ou des groupes d'autodéfense, que l'on peut décrire de manière générale comme des groupes de vigilance¹³⁹. Ils remplissent tous des fonctions similaires, notamment les patrouilles nocturnes, la surveillance et le renseignement¹⁴⁰, mais les groupes d'autodéfense sont généralement armés, tandis que les autres sont le plus souvent non armés ou utilisent des bâtons, des arcs et des flèches. Ces derniers ne font pas le poids face aux kalachnikovs et autres armes sophistiquées parfois utilisées par les ravisseurs¹⁴¹.

Les groupes de vigilance sont généralement composés de jeunes hommes et d'autres membres de la communauté connaissant bien la zone. Ils jouent un rôle crucial dans la transmission des informations locales aux forces de sécurité¹⁴². En outre, leur ancrage au sein des communautés leur permet d'agir comme premiers intervenants lors des enlèvements, avant l'arrivée des forces de sécurité. Cependant, bien que les groupes de vigilance bénéficient d'un avantage en matière de renseignement local, leurs membres ne sont généralement pas rémunérés et ces groupes ne sont pas présents dans toutes les communautés.

Les acteurs de la société civile plaident en faveur de réponses aux enlèvements contre rançon plus efficaces, collaboratives et hybrides¹⁴³. Des militantes et des groupes de femmes ont organisé des manifestations dénonçant la violence des enlèvements contre rançon dans le cadre d'un mouvement plus large contre l'instabilité et les violences fondées sur le genre¹⁴⁴. Certaines organisations de la société civile apportent un soutien concret aux survivants, notamment sous forme de services médicaux et de conseil, mais beaucoup se heurtent à des difficultés de ressources, de logistique et d'infrastructures qui entravent leurs activités¹⁴⁵.

Lacunes juridiques et stratégiques

Certains dirigeants politiques tchadiens ont adopté des positions fermes à l'égard des enlèvements contre rançon. En 2020, l'ancien président Idriss Déby Itno a déclaré avoir « donné des instructions fermes pour éradiquer le phénomène des enlèvements d'enfants contre rançon »¹⁴⁶. Lors d'un meeting de campagne en avril 2024, l'actuel président Mahamat Idriss Déby Itno a déclaré au Conseil national de sécurité : « La lutte contre le phénomène des enlèvements contre rançon sera ma priorité¹⁴⁷. » Cependant, rares sont ceux qui ont tenu des déclarations similaires, et cette rhétorique ne s'est pas traduite par des réponses concrètes et efficaces.

L'absence d'un cadre juridique clair et robuste pour lutter contre les enlèvements contre rançon vient également accentuer les incohérences des réponses apportées par l'État. Bien que l'État classe les enlèvements contre rançon dans le cadre des lois antiterroristes, cette assimilation à des actes motivés par une idéologie ne permet pas de refléter les spécificités propres à la criminalité fondée sur la rançon. Par conséquent, les suspects sont souvent placés en détention provisoire pendant une période allant d'un à trois ans, avant d'être libérés sans procès en raison de lacunes procédurales et de l'absence de dispositions juridiques solides. Cette situation est aggravée par la corruption au sein du système judiciaire et la collusion de certains acteurs de la sécurité. Ce schéma a créé un environnement permissif dans lequel les auteurs présument qu'ils finiront par être libérés, ce qui favorise la poursuite des cycles de récidive.

L'accent fortement mis par le pays sur les réponses militarisées n'a pas non plus permis de traiter les causes profondes des enlèvements contre rançon, qui sont profondément enracinées dans la pauvreté, la marginalisation, la faiblesse de la gouvernance locale et la fragmentation des communautés. Les efforts de développement et de consolidation de la paix demeurent minimes, voire inexistantes, dans les zones touchées. Cette approche centrée sur la sécurité isole non seulement les communautés, mais aggrave également la relation déjà fragile entre l'État et ses citoyens.

Une autre lacune majeure réside dans l'exclusion des populations locales des dialogues et opérations de sécurité. Les acteurs de la sécurité opèrent souvent sans tirer parti de la connaissance approfondie que les communautés ont de leur environnement, ce qui entraîne des occasions manquées en matière d'alerte précoce, de collecte de renseignements et de prévention communautaire. Ce décalage réduit non seulement l'efficacité des réponses sécuritaires, mais renforce également le désenchantement de la population à l'égard de la capacité de l'État à assurer sa protection.

Il n'existe pas de position commune sur la manière de répondre aux enlèvements contre rançon, ce qui entraîne des approches fragmentées et souvent contradictoires de la part de l'État et des communautés touchées. L'État privilégie la protection du régime et applique une politique de refus de paiement des rançons, estimant qu'un tel paiement pourrait encourager de nouvelles attaques. À l'inverse, les familles et les communautés — poussées par l'urgence et les pertes personnelles — se mobilisent souvent rapidement pour obtenir la libération de leurs proches, notamment en négociant avec les ravisseurs ou en payant des rançons. Ces stratégies opposées poursuivent des objectifs contradictoires, ce qui affaiblit la réponse globale. Un responsable de la sécurité a décrit un enlèvement survenu en 2021 impliquant des agents de santé de l'État (un médecin et deux infirmiers), qui auraient été retenus captifs pendant deux ans en raison du refus de l'État de payer une rançon¹⁴⁸. Nous n'avons pas été en mesure de vérifier cet incident, mais avons identifié un cas impliquant trois agents de santé enlevés dans la région du lac Tchad en 2019 et retenus captifs pendant dix mois¹⁴⁹. Ce dernier cas, comme beaucoup d'autres, met en évidence le coût humain de l'absence d'une politique nationale coordonnée en matière d'enlèvements contre rançon.

Un autre défi réside dans l'absence de mécanismes permettant d'imposer la coopération d'entités privées telles que les entreprises de télécommunications, qui peuvent pourtant disposer de renseignements pertinents. Par exemple, dans la région du Mayo-Kebbi en septembre 2024, les auteurs ont laissé un numéro de téléphone sur un morceau de papier, sans toutefois formuler immédiatement de demande de rançon. Le même problème se pose pour les institutions financières, qui pourraient contribuer à retracer des mouvements de fonds inhabituels afin d'identifier les personnes impliquées dans les incidents. À l'heure actuelle, il n'existe pas de structures claires permettant d'imposer ou de faciliter la coopération de ces acteurs dans le cadre des enquêtes, ni d'aider à identifier les personnes utilisant des numéros de téléphone et des comptes bancaires liés aux demandes de rançon. Bien que les paiements de rançon soient principalement effectués en espèces ou en bétail, les banques sont perçues comme une source potentielle de renseignements sur des activités financières inhabituelles pouvant être retracées jusqu'aux ravisseurs et leurs complices. Cette lacune met en évidence une faiblesse plus générale : l'absence d'une stratégie cohérente dirigée par l'État, qui reconnaisse la nature complexe de la crise des enlèvements contre rançon, définisse clairement les rôles et favorise la collaboration entre les différents secteurs.

Les acteurs de la société civile, bien que très actifs dans leurs prises de position, sont souvent perçus par l'appareil sécuritaire comme des adversaires plutôt que comme des partenaires. Cette perception limite les possibilités d'une collaboration véritablement constructive en matière de stratégies de prévention.

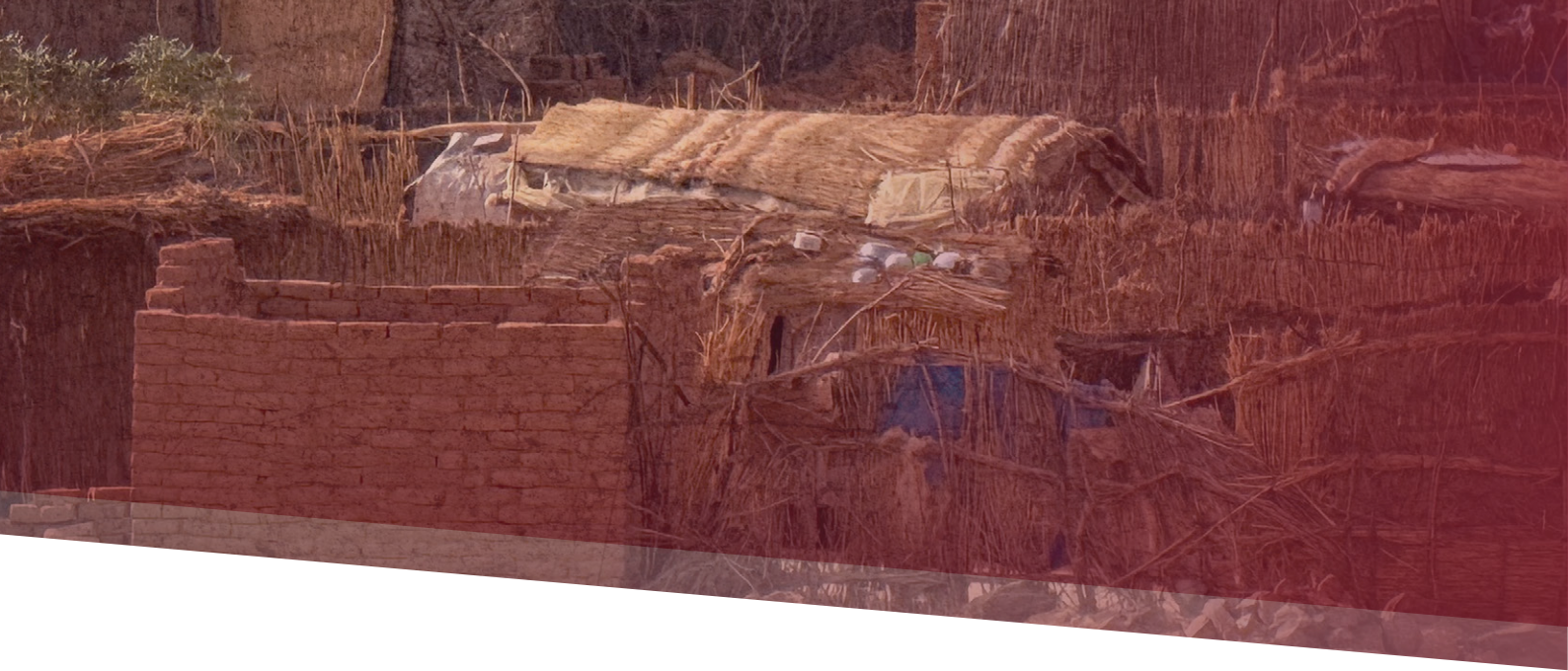
Les rapports produits par les journalistes et les organisations de la société civile sont fréquemment ignorés ou restent sans suite, contribuant à un sentiment d'impunité et de désengagement de l'État face aux préoccupations sécuritaires quotidiennes de ses citoyens. Cette absence de réaction officielle aux informations rendues publiques alimente une culture plus large du silence et de la méfiance. Il est urgent de favoriser une relation plus constructive qui tire parti des capacités spécifiques de la société civile en matière d'instauration de la confiance, de médiation locale et d'engagement communautaire.

Cela étant, la société civile au Tchad est fragmentée et manque de cohésion. Elle évolue de manière dispersée et souvent peu coordonnée, avec une solidarité limitée entre les organisations. Des clivages générationnels persistent, les organisations de la société civile les plus établies et les mieux dotées en ressources considérant souvent les nouveaux acteurs comme moins légitimes et les excluant des dynamiques de collaboration. Certaines plateformes influentes sont demeurées des réseaux fermés, fonctionnant pendant des années comme de petits cercles de cinq ou six organisations sans admettre de nouveaux membres. Ce manque d'inclusivité affaiblit les efforts de plaidoyer collectif et réduit l'impact global de la société civile dans la lutte contre l'insécurité.

Lacunes informationnelles

Les médias locaux rendent compte des enlèvements contre rançon, en particulier dans le sud-ouest du Tchad, ainsi que des initiatives locales et communautaires et des opérations de sauvetage. Des médias tels que Tchad Infos et Alwihda fournissent des données accessibles sur de nombreux incidents, notamment par le biais des réseaux sociaux. Une radio locale de Pala (chef-lieu du Mayo-Kebbi Ouest), Radio Soleil, tente de cartographier et de recenser les cas d'enlèvements contre rançon ainsi que les personnes impliquées. Cependant, dans l'ensemble, les reportages manquent souvent de détails suffisants sur les victimes, les interventions et les résultats, ce qui rend difficile le suivi indépendant des données en dehors des sources officielles. Outre l'accès limité aux zones de conflit, les journalistes ont indiqué que l'autocensure, en raison des restrictions imposées par l'État, est largement répandue, et qu'ils sont souvent arrêtés ou menacés lorsqu'ils couvrent des sujets sensibles¹⁵⁰. La fermeture d'Alwihda Info en 2023 pour une couverture prétendument « insultante » à l'égard du président en constitue un exemple emblématique. Certains médias et journalistes contournent ce problème en utilisant les réseaux sociaux, mais l'instabilité des connexions internet peut entraver le partage et l'accès à l'information.

Le partage d'informations est également entravé par l'accès limité aux moyens de communication dans les régions reculées du Tchad. Comme l'ont expliqué plusieurs interlocuteurs : « Il existe également un problème lié à la téléphonie mobile, car les réseaux disponibles ne couvrent pas l'ensemble des zones touchées¹⁵¹. »



Conclusions et recommandations

Indépendamment du caractère peu fiable des données disponibles sur les enlèvements contre rançon, les analyses d'experts actuelles et le nombre croissant de reportages médiatiques indiquent qu'il s'agit d'une menace grandissante au Tchad et au-delà. Cette menace est aggravée par des conflits internes et transfrontaliers persistants, une crise humanitaire croissante, l'instabilité socio-économique et une fragilité accrue de l'État. L'augmentation des enlèvements contre rançon au Tchad reflète des problèmes plus larges de gouvernance et de sécurité : une autorité étatique limitée, une fragmentation institutionnelle, l'impunité et un manque de coordination stratégique entre les différents secteurs. S'ils ne sont pas traités, ou s'ils le sont de manière inefficace, les enlèvements contre rançon pourraient provoquer une crise humanitaire encore plus grave et prolonger les souffrances des populations touchées. Plus grave encore, une convergence ou une alliance stratégique entre les réseaux criminels et les groupes terroristes — semblable aux dynamiques observées au Nigeria et dans le bassin du lac Tchad — pourrait constituer une menace sérieuse pour la sécurité nationale et régionale.

Comme le montrent les conclusions du présent rapport, la lutte contre les enlèvements contre rançon exige plus que des mesures sécuritaires tactiques ; elle nécessite une stratégie intégrée à long terme comprenant des réformes juridiques, le partage de renseignements, la coopération transfrontalière, l'engagement communautaire et des investissements dans la protection des civils. En outre, comme l'a déjà souligné l'ISS, la nature transfrontalière des enlèvements contre rançon nécessite une coopération entre les trois pays de la zone tricontinentale Tchad-Cameroun-RCA¹⁵². En conséquence, nous proposons les principales recommandations politiques suivantes ainsi que plusieurs axes prioritaires pour les recherches futures.

■ Renforcer les réponses sécuritaires

Il existe un besoin clair et urgent de renforcer les réponses sécuritaires dans les communautés touchées par les enlèvements contre rançon ainsi que dans les régions frontalières. Le gouvernement devrait s'attacher à élaborer une stratégie globale de lutte contre les enlèvements contre rançon en tant qu'aspect critique de la criminalité organisée transnationale, laquelle influence la menace de

l'extrémisme violent. Cette stratégie devrait mettre en évidence la nature complexe des enlèvements contre rançon et définir des approches claires et inclusives pour y faire face. Une telle démarche contribuerait à réparer la relation fracturée entre l'État et ses citoyens dans les zones touchées, en démontrant une volonté politique et un engagement en faveur de l'amélioration de la sécurité.

La stratégie devrait également répondre aux multiples lacunes sécuritaires mises en évidence dans les précédentes réponses de l'État : mauvaise coordination ; interventions excessivement militarisées ; nécessité de réponses plus rapides et proactives ; mécanismes d'alerte précoce ; collaboration entre l'État et la société civile ; renseignement ciblé ; inclusion des acteurs locaux¹⁵³ ; et dotation adéquate des institutions de sécurité en ressources.

■ **Mettre en œuvre des réformes en matière de gouvernance et de sécurité**

Parallèlement à des interventions immédiates et ciblées contre les enlèvements contre rançon, des réformes de long terme en matière de gouvernance et de sécurité sont essentielles. La répression continue de l'opposition politique et de la liberté d'expression au Tchad, décrite par plusieurs journalistes, souligne la nécessité d'intégrer des mesures de gouvernance et de redevabilité dans les stratégies nationales et régionales de sécurité. Les autorités étatiques et les organisations régionales devraient veiller à ce que les efforts de lutte contre les enlèvements contre rançon ne reposent pas uniquement sur des approches militaires, mais s'appuient également sur des institutions transparentes, participatives et responsables. Cela implique de renforcer le contrôle civil des opérations de sécurité, de promouvoir des structures de gouvernance locale inclusives et d'accroître la transparence dans l'allocation des ressources et le déploiement du personnel. Les organisations régionales telles que l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale devraient aider les États membres à intégrer les principes de gouvernance démocratique dans la coopération sécuritaire, en reconnaissant que des solutions durables aux enlèvements contre rançon dépendent de la légitimité, de la confiance du public et de la cohérence institutionnelle.

Les cadres juridiques et politiques existants devraient être examinés afin de déterminer leur pertinence pour la poursuite des enlèvements contre rançon et révisés, si nécessaire, afin de renforcer l'appui juridique aux réponses de l'État. Cela inclut la clarification du statut des accords relatifs au droit de poursuite. Les trois pays de la zone tricontinentale doivent également procéder à des révisions et mises à jour de leurs politiques afin de renforcer les cadres régionaux et bilatéraux, y compris les forces conjointes bilatérales. Le Comité des chefs de police d'Afrique centrale pourrait servir de partenaire stratégique dans cet effort.

■ **Réexaminer les dispositifs de sécurité collective**

Compte tenu des pressions croissantes qui pèsent sur les dispositifs régionaux de sécurité, en particulier sur la FMM, il est urgent de relancer un dialogue stratégique entre les gouvernements nationaux, les organisations régionales et les partenaires internationaux. Au lieu d'agir séparément, les différents acteurs doivent évaluer conjointement l'efficacité des cadres actuels, identifier les lacunes structurelles et clarifier la manière dont les différentes initiatives s'articulent entre elles. L'amélioration de la coordination, la redéfinition des rôles et l'adaptation aux menaces émergentes et convergentes, telles que les enlèvements contre rançon et la collusion avec des groupes armés, seront essentielles pour préserver les acquis ainsi que protéger la stabilité régionale et les populations civiles. Comme l'a déjà suggéré l'ISS, les acteurs de la sécurité devraient accorder une priorité à la collaboration avec les comités de vigilance de jeunes, dont la connaissance approfondie du terrain en fait des partenaires essentiels pour la collecte de renseignements et la traque des ravisseurs.

■ **Approfondir les approches inclusives et de consolidation de la paix**

Les approches actuellement militarisées doivent être complétées par des interventions de consolidation de la paix visant à analyser et traiter les facteurs sous-jacents et les éléments facilitateurs de la criminalité dans les zones touchées par les enlèvements contre rançon. Les recherches de l'ISS montrent que la sécurisation des enlèvements contre rançon a occulté leurs liens plus profonds avec d'autres formes de marchés illicites, allant de la contrebande et du trafic au financement des conflits. Cette dynamique a masqué la nature des enlèvements contre rançon en tant que symptôme de multiples dysfonctionnements systémiques : fragilité de l'État, marginalisation socio-économique, porosité des frontières et corruption institutionnelle. Pour être efficace, toute intervention doit aborder les enlèvements contre rançon de manière globale, en les considérant comme un problème systémique.

La société civile joue un rôle essentiel dans la lutte contre l'insécurité, notamment à travers la sensibilisation, le soutien aux victimes et les activités de plaidoyer. Les organisations de la société civile devraient concentrer leurs efforts sur l'éducation du public, notamment en promouvant des mesures élémentaires de sensibilisation à la sécurité, telles que les dangers liés au fait de laisser des enfants sans surveillance et les moyens d'observer et de signaler des activités suspectes. Elles jouent également un rôle crucial dans la fourniture d'un soutien psychologique et d'une prise en charge aux victimes de violences, en particulier des enlèvements contre rançon. Les médias complètent ces efforts en relayant les messages et en renforçant la compréhension du public à l'égard des menaces sécuritaires. Les organisations de la société civile apportent en outre des travaux de recherche et des connaissances communautaires précieuses qui contribuent à l'élaboration de réponses mieux adaptées aux réalités locales. En outre, les organisations de la société civile expérimentées et disposant d'une expertise thématique devraient poursuivre leurs activités de plaidoyer afin d'inciter le gouvernement à mettre en œuvre des politiques de sécurité plus efficaces et davantage centrées sur les communautés.

Outre le renforcement de la cohésion sociale au Tchad, il a été suggéré que la création d'un réseau d'organisations de la société civile travaillant sur la criminalité organisée transnationale en Afrique centrale pourrait favoriser les partenariats et la collaboration en vue de réponses nationales et régionales plus efficaces face aux enlèvements contre rançon.

■ **Élargir les connaissances et la recherche**

Les autorités étatiques et régionales, avec l'appui des institutions de recherche et des partenaires internationaux, devraient investir dans des études contextualisées permettant de distinguer les différentes catégories d'auteurs, telles que les réseaux criminels professionnels et les acteurs locaux opportunistes. Comprendre leurs motivations, leurs réseaux et leurs modes opératoires est essentiel pour élaborer des réponses adaptées, notamment des mesures ciblées de démantèlement des groupes organisés et des initiatives communautaires visant à prévenir les enlèvements opportunistes. Sans cette compréhension détaillée, les réponses sécuritaires risquent d'être à la fois inefficaces et contre-productives.



Notes

- 1 Allioum Tondandi et Remadji Hoinathy, *Kidnappings in Chad could spark a regional security crisis*, ISS Today, Institute for Security Studies (ISS), 8 avril 2024, <https://issafrica.org/iss-today/kidnappings-in-chad-could-spark-a-regional-security-crisis> ; Milena Berks et al, *The regional threat of kidnappings in south-west Chad*, Bonn International Centre for Conflict Studies, 4 novembre 2025, https://www.bicc.de/Publikationen//20251031_Kidnapping_Ransom_web.pdf.
- 2 Goddy Ikeh, *Chad: 6 kidnapped Cameroonian children rescued safe, sound*, APA News, 16 juillet 2025, <https://apanews.net/chad-6-kidnapped-cameroonian-children-rescued-safe-and-sound/>.
- 3 Entretien avec un expert de la société civile, N'Djaména, juillet 2025 ; Roland Marchal, *Aux marges du monde, en Afrique centrale ...*, Les Études du CERI, 153–154, 2009.
- 4 Aïcha Pemboura, *Rapport régional sur les activités criminelles dans la région Cameroun-RCA-Tchad (rapport de contribution inédit)*, ISS, août 2025.
- 5 Allioum Tondandi et Remadji Hoinathy, *Kidnappings in Chad could spark a regional security crisis*, ISS Today, ISS, 8 avril 2024, <https://issafrica.org/iss-today/kidnappings-in-chad-could-spark-a-regional-security-crisis>.
- 6 Eromo Egbejule, *Kidnappings soar in central Africa's 'triangle of death'*, The Guardian, 16 juillet 2024, <https://www.theguardian.com/world/article/2024/jul/16/kidnappings-surge-triangle-of-death-chad-cameroon-central-african-republic-security>.
- 7 Saïbou Issa, *La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier*, Polis, 13, 1–2 (2006), 119–146.
- 8 Entretien avec un expert de la société civile, N'Djaména, juillet 2025.
- 9 Entretien avec un journaliste, N'Djaména, juillet 2025.
- 10 Saïbou Issa, *Les coupeurs de route : histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*. Paris : Karthala, 2010.
- 11 Saïbou Issa, *The taking of hostages on the borders of Cameroon, the Central African Republic and Chad: A new modality of transmigrating banditry*, Polis, *Cameroonian Journal of Political Science*, 2007.
- 12 Voir, par exemple, Agha-Nwi Fru et Remadji Hoinathy, *Kidnapping for ransom on the rise in North Cameroon*, ISS Today, ISS, 26 octobre 2022, <https://issafrica.org/iss-today/kidnapping-for-ransom-on-the-rise-in-north-cameroon> ; Titilope F Ajayi, *Role of women in Chad's kidnapping for ransom crisis*, ISS Today, ISS, 4 septembre 2025, <https://issafrica.org/iss-today/role-of-women-in-chad-s-kidnapping-for-ransom-crisis>.
- 13 Carol Valade, *Civilian kidnappings in Chad: « You can thank your friends – they're the ones who betrayed you »*, Le Monde, 15 juillet 2024, https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2024/07/15/civilian-kidnappings-in-chad-you-can-thank-your-friends-they-re-the-ones-who-betrayed-you_6684375_124.html.
- 14 Entretiens avec des responsables et experts en sécurité, des analystes de la société civile et des journalistes, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025.
- 15 Aïcha Pemboura, *Rapport régional sur les activités criminelles dans la région Cameroun-RCA-Tchad (rapport de contribution inédit)*, ISS, août 2025.
- 16 Entretien avec un expert juridique, N'Djaména, juillet 2025.
- 17 Titilope F Ajayi, *Role of women in Chad's kidnapping for ransom crisis*, ISS Today, ISS, 4 septembre 2025, <https://issafrica.org/iss-today/role-of-women-in-chad-s-kidnapping-for-ransom-crisis>.
- 18 Marielle Debos, *Colonial violence and resistance in Chad (1900–1960)*, Mass Violence & Resistance, 2020, <http://>

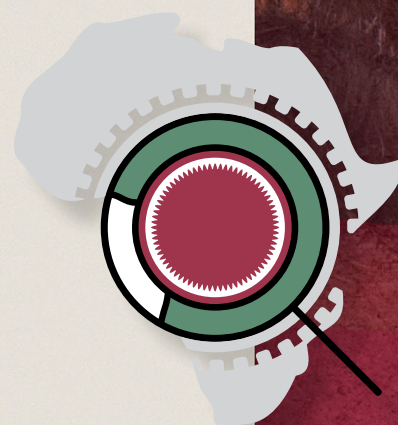
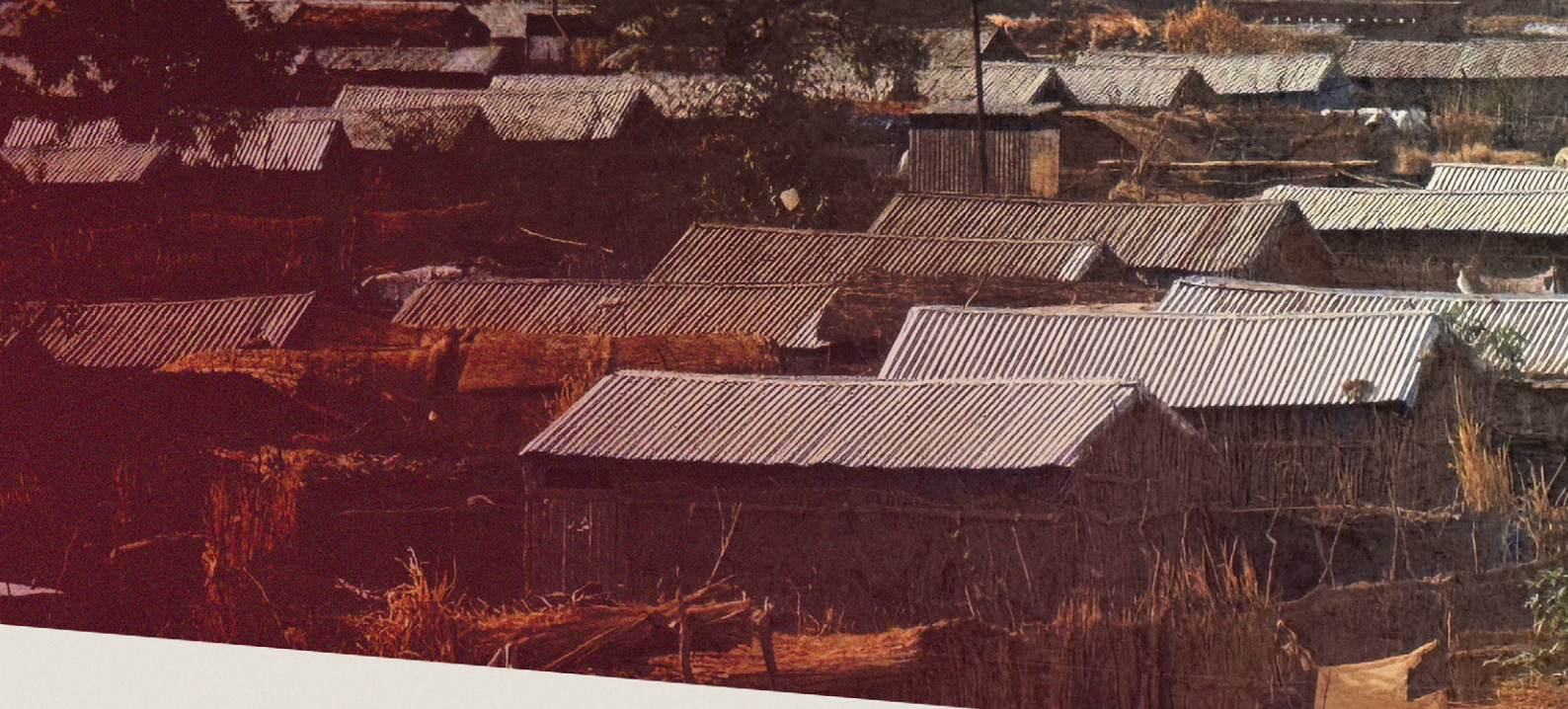
- bo-k2s.sciences-po.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/en/document/colonial-violence-and-resistance-chad-1900-1960.
- 19 Jérôme Tubiana, *The Chad–Sudan proxy war and the ‘Darfurization’ of Chad: Myths and reality*, Small Arms Survey, 2008, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-12-Chad-Sudan-Proxy-War.pdf>.
 - 20 Entretien avec un expert de la société civile, N'Djaména, juillet 2025.
 - 21 International Crisis Group, Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne, 5 décembre 2018, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/266-tchad-desamorcer-les-tensions-dans-la-bande-sahelienne>.
 - 22 Marielle Debos, *Living by the Gun in Chad: Combatants, Impunity and State Formation*. Londres : Zed Books, 2016.
 - 23 ENACT, *Indice de criminalité organisée en Afrique 2021*, Afrique de l'Ouest, 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/organised-crime-index-africa-2021/>.
 - 24 Akinola Olojo et Chika Charles Aniekwe, *Crime and terror nexus: The intersections between terror and criminal groups in the Lake Chad Basin*, United Nations Development Programme, 2023, <https://nathanson.osgoode.yorku.ca/wp-content/uploads/2023/09/Crime-and-Terror-Nexus-in-the-LCB-Region.pdf>.
 - 25 Entretien avec un responsable de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
 - 26 Remadji Hoinathy, *Chad's struggle for democracy is far from over*, ISS Today, ISS, 21 juillet 2025, <https://issafrica.org/iss-today/chad-s-struggle-for-democracy-is-far-from-over>.
 - 27 Entretiens avec des journalistes et des experts civils, N'Djaména, juillet 2025.
 - 28 Saïbou Issa, L'embuscade sur les routes des abords sud du Lac Tchad, *Politique Africaine*, 94, 2 (2004), 82–104.
 - 29 IOM, *Thousands need urgent help as gold rush fuels clashes in northern Chad*, 23 juin 2022, <https://chad.iom.int/news/thousands-need-urgent-help-gold-rush-fuels-clashes-northern-chad> ; International Crisis Group, *Africa Report No 266, Chad: Defusing tensions in the Sahel*, 5 décembre 2018, <https://www.crisisgroup.org/rpt/africa/chad/266-chad-defusing-tensions-sahel> ; Nadine Ngarhodjim et Marielle Debos, *Women and the politics of war in Chad*, in Marielle Debos et Nadine Ngarhodjim (eds), *Women in War in Chad: Gender, Conflict and Agency*. Paris : Karthala, 2020.
 - 30 Entretien avec un responsable de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
 - 31 FMI, Demande d'un accord de quatre ans au titre de la facilité élargie de crédit : communiqué de presse ; rapport des services du FMI ; déclaration des services du FMI ; et déclaration de l'administrateur pour le Tchad, août 2025, <https://www.imf.org/-/media/files/publications/cr/2025/english/1tcdea2025001-source-pdf.pdf>.
 - 32 Entretien avec un responsable de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
 - 33 Aïcha Pemboura, Rapport régional sur les activités criminelles dans la région Cameroun-RCA-Tchad (rapport de contribution inédit), ISS, août 2025.
 - 34 ENACT, *Indice de criminalité organisée en Afrique 2021*, Afrique de l'Ouest, 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/organised-crime-index-africa-2021/> ; Eleanor Beevor et Alexandre Bish, *The tri-border tangle: Crime and violence in the borderlands of Chad, Cameroon and the Central African Republic*, Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), janvier 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/tri-border-tangle-arms-trafficking/>.
 - 35 Entretien avec un journaliste, N'Djaména, juillet 2025.
 - 36 Le JAS est l'une des deux factions issues de la scission de Boko Haram en 2016. La raison pour laquelle Boko Haram apparaît dans ce rapport tient au fait que les participants utilisaient souvent cette appellation sans distinction précise, rendant difficile l'identification de la faction réellement impliquée dans les incidents.
 - 37 ENACT, *Indice de criminalité organisée en Afrique 2021*, Afrique de l'Ouest, 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/organised-crime-index-africa-2021/>.
 - 38 Aïcha Pemboura, Rapport régional sur les activités criminelles dans la région Cameroun-RCA-Tchad (rapport de contribution inédit), ISS, août 2025.
 - 39 Ibid.
 - 40 Agence d'Information du Burkina, Au Tchad, les arcs et sagaies des villageois pour lutter contre les enlèvements, 5 juillet 2024, <https://www.aib.media/au-tchad-les-arcs-et-sagaies-des-villageois-pour-lutter-contre-les-enlevements/>.
 - 41 Aïcha Pemboura, Rapport régional sur les activités criminelles dans la région Cameroun-RCA-Tchad (rapport de contribution inédit), ISS, août 2025.
 - 42 Entretien avec un militant, N'Djaména, juillet 2025.
 - 43 Entretien avec un expert juridique, N'Djaména, juillet 2025.
 - 44 Divers entretiens avec des journalistes et des experts civils en sécurité, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025 ; Aïcha Pemboura, Rapport régional sur les activités criminelles dans la région Cameroun-RCA-Tchad (rapport de contribution inédit), ISS, août 2025.
 - 45 Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), Rapport typologique sur le financement du terrorisme et la criminalité organisée en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, 2022 (non publié).
 - 46 Des interlocuteurs ont relayé les témoignages d'anciens otages affirmant avoir entendu, durant leur captivité, des ravisseurs transmettre des mises à jour à leurs supérieurs et recevoir leurs instructions par talkie-walkie. Entretiens avec des journalistes, N'Djaména, juillet et août 2025.

- 47 Entretien avec un expert en sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 48 En l'absence d'éléments probants indépendamment vérifiables, cela demeure une perception, bien qu'elle révèle l'ampleur de la défiance à l'égard des dirigeants du pays.
- 49 Nestor Deli Sainzoumi, Les Zaraguina et la criminalité itinérante : 20 réponses aux enlèvements contre rançon dans le bassin du lac Tchad. Our Knowledge Publishing, 2021.
- 50 Saïbou Issa, Les coupeurs de route : histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad. Paris : Karthala, 2010.
- 51 Entretien avec un journaliste, N'Djaména, juillet 2025. Autrefois victimes, certains pasteurs mbororo sont devenus bandits après avoir perdu leur cheptel à la suite de vols de bétail et de ventes forcées destinées à satisfaire les exigences de rançon, intégrant ainsi l'économie criminelle. Voir également Steven Spittaels et Filip Hilgert, *Mapping conflict motives: Central African Republic*, IPIS, 17 février 2009, https://www.ipisresearch.be/maps/CAR/20090217_Mapping_CAR.pdf.
- 52 Claude Abé, Pratique et productivité des coupeurs de route en Afrique centrale, Bulletin de l'APAD, 25, 2003.
- 53 Saïbou Issa, La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier, Polis, 13, 1-2 (2006), 119-146.
- 54 Entretien avec un expert local des enlèvements contre rançon, N'Djaména, juillet 2025.
- 55 Entretien avec une organisation de la société civile, N'Djaména, juillet 2025.
- 56 Discussion de groupe avec des chercheurs, N'Djaména, juillet 2025.
- 57 Entretiens avec des journalistes, des organisations de la société civile, des responsables de la sécurité et des experts en sécurité, N'Djaména et région tricontinentale, juillet et août 2025.
- 58 Entretien avec un journaliste, N'Djaména, juillet 2025.
- 59 Entretiens avec des journalistes, N'Djaména et région tricontinentale, juillet et août 2025.
- 60 Entretien avec un militant, N'Djaména, juillet 2025.
- 61 Aïcha Pemboura, Rapport régional sur les activités criminelles dans la région Cameroun-RCA-Tchad (rapport de contribution inédit), ISS, août 2025.
- 62 Ibid.
- 63 Entretiens avec des chercheurs, des organisations de la société civile, des experts civils en sécurité et des journalistes, N'Djaména et région tricontinentale, juillet et août 2025.
- 64 Entretiens avec des chercheurs, des civils, des experts étatiques en sécurité, des organisations de la société civile et des journalistes, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025.
- 65 Entretien avec un militant, N'Djaména, juillet 2025 ; Kossouma Liba'a Natali, Rapport sur la sécurité pastorale et les conflits régionaux en Afrique centrale (rapport de contribution inédit), ISS, août 2025.
- 66 Eleanor Beevor et Alexandre Bish, *The tri-border tangle: Crime and violence in the borderlands of Chad, Cameroon and the Central African Republic*, GI-TOC, janvier 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/tri-border-tangle-arms-trafficking/> ; ENACT Organised Crime Index Africa 2021, Afrique de l'Ouest, 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/organised-crime-index-africa-2021/>.
- 67 Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions concernant les opérations de Boko Haram et de l'ISWAP dans le bassin du lac Tchad, 2023 ; ISS, *Kidnapping economies and insecurity in Chad's southwest*, 2024.
- 68 Groupe d'experts des Nations Unies sur le bassin du lac Tchad, Rapport final sur le financement des groupes armés et la criminalité transfrontalière, Nations Unies, 2023, <https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/2140/panel-of-experts/work-and-mandate/reports>.
- 69 International Crisis Group, Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne, 2021, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/266-tchad-desamorcer-les-tensions-dans-la-bande-sahelienne> ; Africa Center for Strategic Studies, *Crime and terror nexus in the Lake Chad Basin*, 2023.
- 70 Entretien avec un responsable de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 71 Mohamed Saad Kamil, Tibesti, *Chad: Gold mine or flashpoint?*, Brown Land News, 20 septembre 2025, <https://blnews.net/2025/09/tibesti-chad-gold-mine-or-flashpointexclusive-report-for-brown-land/> ; International Crisis Group, *Chad: Avoiding confrontation in Miski*, Rapport 274, 2019, <https://www.crisisgroup.org/rpt/africa/chad/274-chad-avoiding-confrontation-miski>.
- 72 International Crisis Group, Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne, 5 décembre 2018, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/266-tchad-desamorcer-les-tensions-dans-la-bande-sahelienne>.
- 73 Mbarkoutou Mahamat Henri, Rapport régional sur la criminalité dans le bassin du lac Tchad (rapport de contribution inédit), ISS, août 2025.
- 74 Entretiens avec un spécialiste de la sécurité et un juriste, N'Djaména, juillet 2025 ; Jérôme Tubiana, *The Chad-Sudan proxy war and the 'Darfurization' of Chad: Myths and reality*, Small Arms Survey, 2008, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-12-Chad-Sudan-Proxy-War.pdf>.
- 75 Al Whida, Tchad : un ressortissant franco-australien enlevé au Wadi-Fira, 29 octobre 2022, https://www.alwihdainfo.com/Tchad-un-ressortissant-franco-australien-enleve-au-Wadi-Fira_a118593.html ; Edouard Takadji, *A search is underway for a Polish doctor kidnapped from a hospital in Chad*, AP News, 12 février 2024, <https://apnews.com/>

- article/chad-poland-doctor-kidnapping-10f8f9cea680cd713e580ec0d17e0844.
- 76 Observation de l'auteur fondée sur l'examen de plus de 200 articles de presse locale.
- 77 Entretiens avec des journalistes, des organisations de la société civile et des chercheurs, N'Djaména et région tricontinentale, juillet et août 2025 ; Alioum Tondandi et Remadji Hoinathy, *Kidnappings in Chad could spark a regional security crisis*, 8 avril 2024, ISS Today, ISS, <https://issafrica.org/iss-today/kidnappings-in-chad-could-spark-a-regional-security-crisis> ; Aïcha Pemboura, Rapport régional sur les activités criminelles dans la région Cameroun-RCA-Tchad (rapport de contribution inédit), ISS, août 2025.
- 78 Entretien avec un expert local des enlèvements contre rançon, N'Djaména, juillet 2025.
- 79 Aïcha Pemboura, Rapport régional sur les activités criminelles dans la région Cameroun-RCA-Tchad (rapport de contribution inédit), ISS, août 2025.
- 80 Entretiens avec des journalistes et des experts en sécurité, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025.
- 81 Entretien avec un militant, N'Djaména, juillet 2025.
- 82 Entretien avec un militant des droits humains, N'Djaména, juillet 2025.
- 83 Entretien avec un militant, N'Djaména, juillet 2025. Par exemple, le médecin-chef de Baga-Sola, Ernest Mahamat Besso, et l'infirmier Avère Adoum, enlevés par Boko Haram en octobre 2019, auraient été exécutés en avril 2020 peu après le lancement de l'opération Colère de Boma. See Facebook post: https://web.facebook.com/NDjamenaActu/posts/lac-tchad-le-m%C3%A9decin-et-infirmier-de-baga-sola-enlev%C3%A9s-seraient-tu%C3%A9s-par-boko-ha/912843159128413/?_rdc=1&_rdr.
- 84 Entretiens avec des journalistes et des responsables de la sécurité, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025. Voir également ADF, *Kidnappings soar in Central Africa's « Triangle of Death »*, 6 août 2024, <https://adf-magazine.com/2024/08/kidnappings-soar-in-central-africas-triangle-of-death/>.
- 85 Entretiens avec des chercheurs, des organisations de la société civile, des experts civils en sécurité et des journalistes, N'Djaména et région tricontinentale, juillet et août 2025 ; Aïcha Pemboura, Rapport régional de l'ISS sur les activités criminelles dans la région Cameroun-RCA-Tchad, ISS, août 2025.
- 86 Entretien avec un responsable de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 87 See David Ranish, *An American missionary in Chad*, Mission Network News, 28 juillet 2008, <https://www.mnnonline.org/news/an-american-missionary-is-released-in-chad/>.
- 88 Entretien avec un responsable de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 89 Titilope F Ajayi, *Role of women in Chad's kidnapping for ransom crisis*, ISS Today, ISS, 4 septembre 2025, <https://issafrica.org/iss-today/role-of-women-in-chad-s-kidnapping-for-ransom-crisis>.
- 90 Entretiens avec des responsables de la sécurité, des organisations de la société civile et des chercheurs, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025.
- 91 Titilope F. Ajayi, *Women, internal displacement and the Boko Haram conflict: Broadening the debate*, African Security, 13, 2 (2020), 171–194.
- 92 Entretien avec un journaliste, N'Djaména, juillet 2025 ; entretien avec un journaliste, région tricontinentale, août 2025.
- 93 Entretien avec un expert en sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 94 Entretien avec un journaliste, N'Djaména, juillet 2025.
- 95 Entretiens avec des journalistes, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025.
- 96 Ahmat Mahamat Ahmat, Tchad : enlèvement du Dr Succès Masra, Les Transformateurs pointent une dérive autoritaire, Tachad.com, 16 mai 2025, <https://www.tachad.com/tchad-enlevement-du-dr-succes-masra-les-transformateurs-pointent-une-derive-autoritaire/>.
- 97 Entretiens avec des journalistes, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025.
- 98 News Wires, *Kidnapped Franco-Australian conservationist released by captors in Chad*, France 24, 31 octobre 2022, <https://www.france24.com/en/africa/20221031-kidnapped-franco-australian-conservationist-released-by-captors-in-chad>.
- 99 Tahir Soumaine, Société : la tiktokeuse tchadienne Miss Simian portée disparue, Portail du Chad, 4 janvier 2025, <https://portail.td/societe-la-tiktokeuse-tchadienne-miss-simian-portee-disparue/>.
- 100 Kadi Tucker, publication sur X, 4 janvier 2025, <https://x.com/ItsnotKadi/status/1875411056345960785>.
- 101 Mbarkoutou Mahamat Henri, Rapport régional sur la criminalité dans le bassin du lac Tchad (rapport de contribution inédit), ISS, août 2025.
- 102 Entretiens avec des journalistes, des experts en sécurité et des responsables de la sécurité, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025 ; Agha-Nwi Fru et Remadji Hoinathy, *Kidnapping for ransom on the rise in North Cameroon*, ISS Today, ISS, 26 octobre 2022, <https://issafrica.org/iss-today/kidnapping-for-ransom-on-the-rise-in-north-cameroon>.
- 103 Entretien avec un responsable de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 104 Entretien avec un expert en sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 105 Entretien avec un responsable de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 106 Tchadinfos, Au Tchad, le fléau d'enlèvements d'enfants à des fins d'exploitation persiste, 14 mars 2024, <https://tchadinfos.com/2024/03/14/au-tchad-le-fleau-denlevements-denfants-a-des-fins-dexploitation-persiste/>.

- 107 Les comités de vigilance ou de surveillance font partie d'un ensemble d'acteurs communautaires ayant émergé pour combler les déficits de protection engendrés par la faible présence de l'État dans les zones reculées. S'ils remplissent des fonctions de protection comparables à celles des groupes de vigilance, terme qui décrit plus précisément les groupes d'autodéfense (comités d'autodéfense), ils utilisent généralement des bâtons, des arcs et des flèches, plutôt que les armes à feu employées par ces derniers. Généralement présents dans les villages touchés par les enlèvements contre rançon, les comités de vigilance sont des groupes de citoyens ou des associations constitués pour assurer la sécurité face aux insuffisances perçues des autorités étatiques chargées de la sécurité.
- 108 Allioum Tondandi et Remadji Hoinathy, *Kidnappings in Chad could spark a regional security crisis*, 8 avril 2024, ISS Today, ISS, <https://issafrica.org/iss-today/kidnappings-in-chad-could-spark-a-regional-security-crisis>.
- 109 Entretien avec des journalistes, N'Djaména, juillet 2025.
- 110 Reuters, *Chad says US missionary kidnapped by rebels*, 18 octobre 2007, <https://www.reuters.com/article/economy/chad-says-us-missionary-kidnapped-by-rebels-idUSL18482222/>.
- 111 Carol Valade, *Civilian kidnappings in Chad: « You can thank your friends – they're the ones who betrayed you »*, Le Monde, 15 juillet 2024, https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2024/07/15/civilian-kidnappings-in-chad-you-can-thank-your-friends-they-re-the-ones-who-betrayed-you_6684375_124.html.
- 112 Entretiens avec des journalistes, N'Djaména et la région tricontinentale, juillet et août 2025.
- 113 Dans le contexte où cet incident s'est produit, il est courant d'accuser les femmes de sorcellerie.
- 114 Entretien avec un membre d'une organisation de la société civile, N'Djaména, juillet 2025.
- 115 Aïcha Pemboura, Rapport régional sur les activités criminelles dans la région Cameroun-RCA-Tchad (rapport de contribution inédit), ISS, août 2025.
- 116 Ibid.
- 117 Entretiens avec un responsable de la sécurité et des experts en sécurité, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025 ; Joris Bolomey, *Kidnappings for ransom near Chad-Cameroon-CAR border*, Genocide Watch, 11 juillet 2024, <https://www.genocidewatch.com/single-post/kidnappings-for-ransom-near-chad-cameroon-c-a-r-border>.
- 118 Entretiens conjoints avec des experts en sécurité, N'Djaména, juillet 2025 ; Allioum Tondandi et Remadji Hoinathy, *Kidnappings in Chad could spark a regional security crisis*, 8 avril 2024, ISS Today, ISS, <https://issafrica.org/iss-today/kidnappings-in-chad-could-spark-a-regional-security-crisis> (<https://issafrica.org/iss-today/kidnappings-in-chad-could-spark-a-regional-security-crisis>).
- 119 Entretien avec un militant des droits humains, N'Djaména, juillet 2025.
- 120 Entretien avec un militant, N'Djaména, juillet 2025.
- 121 Entretiens avec des experts en sécurité, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025.
- 122 Entretien avec un militant, N'Djaména, juillet 2025.
- 123 Entretiens avec des experts en sécurité, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025.
- 124 Allioum Tondandi et Remadji Hoinathy, *Kidnappings in Chad could spark a regional security crisis*, ISS Today, ISS, 2024, <https://issafrica.org/iss-today/kidnappings-in-chad-could-spark-a-regional-security-crisis>.
- 125 Ekene Lionel, *French special forces rescue Polish doctor in Chad in dramatic night ops*, Military Africa, 15 février 2024, <https://www.military.africa/2024/02/french-special-forces-rescue-polish-doctor-in-chad-in-dramatic-night-ops/>.
- 126 Entretien avec un responsable de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 127 Entretien conjoint avec des experts en sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 128 Le Tchad est divisé en 23 provinces, elles-mêmes subdivisées en 120 « départements » (ou préfectures) et 454 sous-préfectures. Les gouverneurs supervisent les provinces, les préfets administrent les départements et les sous-préfets les sous-préfectures.
- 129 Saïbou Issa, La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier, Polis, 13, 1-2 (2006), 119-146.
- 130 Jeune Afrique, La Centrafrique et le Tchad s'accordent pour créer une force mixte de sécurisation des frontières, 24 octobre 2024, <https://www.jeuneafrique.com/1623960/politique/la-centrafrique-et-le-tchad-saccordent-pour-creer-une-force-mixte-de-securisation-des-frontieres/>.
- 131 Platon Papin Dongmo Tiodon, La coopération policière dans la zone CEMAC, Mémoire Online, <https://www.memoireonline.com/10/19/11128/La-cooperation-policier-dans-la-zone-CEMAC3.html>.
- 132 Les relations personnelles peuvent faciliter ces échanges, mais ceux-ci demeurent généralement peu structurés ; APA News, Force mixte Tchad-RCA : N'Djaména donne son accord, 28 février 2025, <https://fr.apanews.net/news/force-mixte-tchad-rca-ndjamena-donne-son-accord/>.
- 133 Nufaisa Garba Ahmed, *Scoping the operational dynamics of the MNJTF in the Lake Chad Basin: A regional security complex perspective*, Accord, 26 novembre 2024, <https://www.accord.org.za/conflict-trends/scoping-the-operational-dynamics-of-the-mnjtf-in-the-lake-chad-basin-a-regional-security-complex-perspective/>.
- 134 Le Soufan Center, *From criminality to insurgency: The convergence of bandits and Jihadists in Nigeria's northwest*, 22 août 2025, <https://thesoufancenter.org/intelbrief-2025-august-22/>.

- 135 Entretien avec un responsable régional de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 136 Max Planck Encyclopedia of International Law, Hot Pursuit, Oxford Public International Law, mars 2013, <https://opil.ouplaw.com/display/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1176>.
- 137 Entretien avec un responsable de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 138 Ibid.
- 139 Voir Daniel E. Agbiboa et Chika Charles Aniekwe, *Understanding and managing vigilante groups in the Lake Chad Basin region: Background study in support of the Lake Chad Basin Regional Strategy for Stabilization, Recovery and Resilience for Areas Affected by the Boko Haram Crisis*, 2023, https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-03/UNDP_Understanding%20and%20Managing%20Vigilante%20Groups%20in%20the%20LCB%20Region.pdf.
- 140 Entretiens avec un militant et un expert en sécurité, N'Djaména, juillet 2025 ; Eromo Egbejule, *Kidnappings soar in central Africa's 'triangle of death'*, The Guardian, 16 juillet 2024, <https://www.theguardian.com/world/article/2024/jul/16/kidnappings-surge-triangle-of-death-chad-cameroon-central-african-republic-security>.
- 141 ADF, Des archers miliciens luttent contre une épidémie d'enlèvements au Tchad, 13 août 2024, <https://adf-magazine.com/fr/2024/08/des-archers-miliciens-luttent-contre-une-epidemie-denlevements-au-tchad/>.
- 142 Entretien avec un militant, N'Djaména, juillet 2025.
- 143 Entretiens avec des organisations de la société civile, des experts en sécurité et des militants, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025.
- 144 Ibid. ; Rimteta Ngarndinon, Logone Oriental : des femmes manifestent torse nu pour exiger la libération d'une des leurs enlevée, 1er janvier 2025, <https://tchadinfos.com/2025/01/15/logone-oriental-des-femmes-manifestent-torse-nu-pour-exiger-la-liberation-dune-des-leurs-enlevee/>.
- 145 Entretiens avec des organisations de la société civile, des experts en sécurité et des militants, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025.
- 146 Tchad Actu, publication Facebook, 6 novembre 2020, https://web.facebook.com/story.php?story_fbid=186531613049163&id=113460373689621&m_entstream_source=permalink&_rdc=1&_rdr.
- 147 Adam Ramadane Ibrahim, Mayo-kebbi Ouest : « La lutte contre le phénomène d'enlèvement contre rançon sera ma priorité. » Mahamat Idriss Deby Itno, Toumaï Web Médias, 27 avril 2024, <https://www.toumaiwebmedias.com/mayo-kebbi-ouest-la-lutte-contre-le-phenomene-denlevement-contre-rancon-sera-ma-priorite-mahamat-idriss-deby-itno/>.
- 148 Entretien avec un responsable de la sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 149 Tchad Actu, publication Facebook, 29 août 2020, https://web.facebook.com/Tchadactualites/posts/tchad-trois-tchadiens-otages-de-boko-haram-dont-un-m%C3%A9decin-lib%C3%A9r%C3%A9trois-tchadien/164126971956294/?_rdc=1&_rdr.
- 150 Entretiens avec des journalistes, N'Djaména et région tricontinentale, juillet 2025.
- 151 Entretien avec des experts en sécurité, N'Djaména, juillet 2025.
- 152 OECD, *Non-military actors as a regional strategy in the Lake Chad Region*, avril 2021, https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2021/04/non-military-actors-as-a-regional-strategy-in-the-lake-chad-region_613f7333/30204d8f-en.pdf.
- 153 Ibid.



L'Institut d'études de sécurité (ISS) établit des partenariats afin de développer les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif disposant de bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS fournit des recherches politiques fiables et opportunes, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique aux gouvernements et à la société civile.

issafrica.org



The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international rassemblant plus de 700 experts à travers le monde. La GI-TOC fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive de lutte contre la criminalité organisée.

globalinitiative.net